



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 12 du 30 mars 2007*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 2 avril 2007

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	126
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>126</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>126</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	126
Extrait de l'arrêté n° 4/2007/SIDPC modificatif du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 5/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 6/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 7/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 8/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 9/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 10/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 11/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 12/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	126
Extrait de l'arrêté n° 13/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	127
Extrait de l'arrêté n° 14/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	127
Extrait de l'arrêté n° 15/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	127
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>127</b>
Bureau des réglementations .....	127
Extrait de l'arrêté n° 176 du 16 février 2007 autorisant l'entreprise REDSEC à exercer l'activité de gardiennage, de surveillance et de sécurité.....	127
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>127</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	127
Extrait de l'arrêté du 19 février 2007 déclarant cessibles les parcelles sises sur le territoire de la commune de Bionville (Meurthe-et-Moselle) en vue de la réalisation des travaux de création d'une piste multi-activités entre les communes de Raon-l'Étape (Vosges) et Raon-les-Leau (Meurthe-et-Moselle) - Enquête parcellaire complémentaire .....	127
Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-07-0001 du 27 février 2007 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Anderny .....	127
Extrait de l'arrêté n° 2006-292 du 2 mars 2007 de création de la commission locale d'information et de surveillance (C.L.I.S.) pour les activités exploitées par la SAM à NEUVES-MAISONS .....	129
Extrait de l'arrêté du 8 mars 2007 prescrivant la révision du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil .....	129
Extrait de l'arrêté du 8 mars 2007 prescrivant la révision du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes .....	129
Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-07-0002 du 16 mars 2007 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Xermaménil .....	129
Extrait du deuxième arrêté modificatif du 23 mars 2007 de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du projet de Site d'Intérêt Communautaire FR 4100157 « Plateau de Malzéville » .....	131
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	131
Extrait de la décision du 7 février 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant l'extension d'un supermarché à l'enseigne MATCH à Villerupt .....	131
Extrait de la décision du 7 février 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'équipement de la maison et de la personne à l'enseigne BABOU à Frouard - ZAC du Saule Gaillard .....	131
Extrait de l'arrêté du 6 mars 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du Grand Nancy .....	131
Extrait de la décision du 7 mars 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un ensemble commercial de vente à Neuves-Maisons .....	131
Extrait de la décision du 7 mars 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant l'extension d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne TATI à Nancy - rue du Grand Rabbin Haguenauer .....	131
Extrait de l'arrêté du 14 mars 2007 fixant la composition de la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans.....	132
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>132</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	132
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 15 février 2007 (Meuse) et du 21 février 2007 (Meurthe-et-Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Tronville au syndicat intercommunal des eaux du Soiron .....	132
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 12 mars 2007 (Moselle) et du 20 mars 2007 (Meurthe-et-Moselle) constatant la transformation du syndicat intercommunal des eaux de Seille et Moselle en syndicat mixte .....	132
Extrait de l'arrêté du 21 février 2007 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes la pipistrelle dans la cadre de la définition de l'intérêt communautaire .....	132
Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Saintois dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire .....	133
Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Diarville .....	134
Extrait de l'arrêté du 14 mars 2007 autorisant la modification des statuts ainsi que l'adhésion et le retrait de collectivités du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome .....	134
Extrait de l'arrêté du 23 mars 2007 autorisant le retrait de la communauté de communes du Saintois représentant la commune de Vaudémont et de la communauté de communes la pipistrelle représentant la Commune de Praye du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle .....	134
Extrait de l'arrêté du 27 mars 2007 autorisant la transformation du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle en syndicat intercommunal à vocation unique portant le nom de « syndicat d'électricité du Saintois » et adaptant les statuts en conséquence .....	134
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>134</b>
Extrait de l'arrêté du 5 mars 2007 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Allain Ochey Moutrot .....	134
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>134</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....</b>	<b>134</b>
Extrait de l'arrêté n° 12/2007 du 13 février 2007 pris par le directeur de l'A.R.H. de Lorraine et portant désignation des membres du comité technique régional de l'information médicale (C.O.T.R.I.M.) .....	134
Extrait de l'arrêté n° 18/07 du 15 mars 2007 de l'A.R.H. de Lorraine fixant les règles générales de convergence du coefficient de transition entre les établissements de la région .....	135

Service actions et établissements de santé .....	135
Extrait de l'arrêté n° 8 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay Saint Christophe .....	135
Extrait de l'arrêté n° 14 du 26 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre de moyen séjour de Faulx .....	135
Extrait de l'arrêté n° 16 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul .....	136
Extrait de l'arrêté n° 18 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey .....	136
Extrait de l'arrêté n° 19 du 27 mars 2007 fixant la composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy .....	137
Extrait de l'arrêté n° 21 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou .....	137
Extrait de l'arrêté n° 21 du 16 mars 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy .....	137
Extrait de l'arrêté n° 22 du 12 mars 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port .....	138
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE/URCAM .....</b>	<b>138</b>
Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM du 5 février 2007 .....	138
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE .....</b>	<b>139</b>
Service protection sociale .....	139
Extrait de l'arrêté SGAR N° 2007-40 en date du 20 février 2007 portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle .....	139
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE .....</b>	<b>139</b>
Secrétariat des licences .....	139
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/139 .....	139
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/140 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/141 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/142 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/143 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/144 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/145 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/146 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/147 .....	140
Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/148 .....	141
<b>DELEGATION REGIONALE AU TOURISME .....</b>	<b>141</b>
Extrait de l'arrêté N° 38-S.G.A.R.-2007 en date du 15 février 2007 relatif à l'organisation de l'examen de guide interprète régional .....	141
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>141</b>
Service actions et établissements de santé .....	141
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 168-07 en date du 12 mars 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-07 .....	141
Service solidarité-autonomie .....	141
Extrait de l'arrêté n° 4162 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Lilas" de Jarmy .....	141
Extrait de l'arrêté n° 4163 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " Les Bruyères " de Joudreville .....	142
Extrait de l'arrêté n° 4165 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " Saint Dominique " de Mars la Tour .....	142
Extrait de l'arrêté n° 4168 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " La Fontaine de Lincourt " de Einville au Jard .....	142
Extrait de l'arrêté n° 4169 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " Sœur Julie " de Gerbéviller .....	143
Extrait de l'arrêté n° 4172 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "L'Oseraie" de Laxou .....	143
Extrait de l'arrêté n° 4174 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Notre Maison" de Nancy .....	143
Extrait de l'arrêté n° 4175 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Ma Maison" de Nancy .....	144
Extrait de l'arrêté n° 4179 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Sauveur" de Nancy .....	144
Extrait de l'arrêté n° 4180 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Sablons" de Pulnoy .....	144
Extrait de l'arrêté n° 4182 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Sainte Famille" de Vandoeuvre lès Nancy .....	144
Extrait de l'arrêté n° 4185 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Centre Brancion" de Royaumeix .....	145
Extrait de l'arrêté n° 4186 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "La Compassion" de Saint Firmin .....	145
Extrait de l'arrêté n° 4187 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Charles" de Vézelize .....	145
Extrait de l'arrêté n° 4188 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Iris" de Onville .....	146
Extrait de l'arrêté n° 4191 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du service de soins infirmiers à domicile de Jarmy .....	146
Extrait de l'arrêté n° 4192 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier du service de soins infirmiers à domicile de Vézelize .....	146
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4287 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du centre hospitalier de Toul .....	147
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4288 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe .....	147
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4289 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière de Baccarat .....	147
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4290 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Joeuf .....	147
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4296 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » du budget annexe « maison de retraite » de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy .....	147
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4297 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » de l'association hospitalière St Eloi à Neuves-Maisons .....	148
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4320 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman .....	148
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4321 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt .....	148
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4322 du 14 février 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles .....	148
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4323 du 14 février 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Haroué .....	149
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4324 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'office d'hygiène sociale de Meurthe et Moselle, 38, rue de Dieuze à Nancy .....	149
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4325 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte Marie à Nancy .....	149

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4326 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix .....	150
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4327 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy .....	150
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4346 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx .....	150
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4347 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey – Lay-Saint-Christophe .....	151
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4348 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port .....	151
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4349 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Toul .....	151
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4351 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière du bassin de Longwy à Mont-Saint-Martin .....	151
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4352 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons .....	151
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4428 du 23 mars 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers a domicile pour personnes âgées de Pont-à-Mousson .....	151
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4429 du 23 mars 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers a domicile pour personnes âgées de Einville-au-Jard .....	152
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4430 du 23 mars 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers a domicile pour personnes âgées de Vézelize .....	152
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>152</b>
Extrait de l'arrêté RH/GP 4 n° 2007 DE 26 du 6 mars 2007 modifiant la liste des postes de catégorie B éligibles au titre des 6ème et 7ème tranches du protocole Durafour .....	152
Service aménagement risques et urbanisme .....	152
Extrait de l'arrêté N° 07 DE 002 PU du 26 février 2007 approuvant la carte communale de Selaincourt en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme .....	152
Service de l'habitat .....	152
Extrait de l'arrêté du 20 février 2007 autorisant la démolition des immeubles Madère (24 logements), Crête (6 logements) et Chypre (15 logements) sis clos des Morées à Blénod lès Pont-à-Mousson .....	152
Service transport et sécurité .....	152
Extrait de l'arrêté 2007/DDE/005 /TBSC du 14 février 2007 autorisant une enquête de circulation sur l'autoroute A4-péage de Beaumont .....	152
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>153</b>
Extrait de l'arrêté d'agrément DDAF-2007/100 du 28 mars 2007 d'une coopérative d'utilisation de matériel agricole .....	153
Service économie agricole et aménagement foncier .....	153
Extrait de l'arrêté 2007/010 du 22 février 2007 portant fixation des critères départementaux utilisés pour la vérification du caractère allaitant du cheptel engagé dans une demande de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller – Einville au Jard - Manonviller - Serres – Laneuveville aux Bois .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Audun le Roman – Boulange (57) - Sancy .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bathélemont lès Bauzemont .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gye – Blénod lès Toul .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charency Vezin – Villers le Rond - Saint Jean lès Longuyon .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Puxieux - Chambley Bussièrès .....	153
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley Bussièrès .....	154
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fléville Lixières - Les Baroches .....	154
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haraucourt - Varangéville - Sommerviller .....	154
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haraucourt .....	154
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Seranville .....	154
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Seranville .....	154
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gerbéviller .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Seranville .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dombasle sur Meurthe - Flainval .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mamey .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf .....	155
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vroncourt - Forcelles Saint Gorgon .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Forcelles Saint Gorgon .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ormes & Ville - Benney .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hablainville - Pettonville .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crusnes - Serrouville .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rupt sur Othain - Grand Faily .....	156
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pierre la Treiche .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ecrouves .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Moncel sur Seille .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Leyr .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Drouville - Maixe .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Glonville - Baccarat .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chanteheux .....	157
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre en Haye .....	158
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pont à Mousson - Montauville - Aingeray .....	158
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vennezey .....	158
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau Lixières .....	158
Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saizerais .....	158
Service environnement - eau .....	158
Extrait de l'arrêté du 16 février 2007 fixant des prescriptions dans le cadre de travaux d'assainissement collectif soumis au régime de déclaration par le syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère à Faulx et Malleloy .....	158
Extrait de l'arrêté relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la communauté urbaine du grand Nancy soumis au régime de l'autorisation .....	159
Service forêt, environnement et développement rural .....	163
Extrait de la décision du 27 février 2007 portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales naturalisées non domestiques .....	163
Extrait de l'arrêté du 8 mars 2007 suspendant l'exercice de la chasse sur le territoire soumis a l'action de chasse de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-devant-Nancy .....	163
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>163</b>
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/028 du 19 mars 2007 attribuant un mandat sanitaire spécialisé au docteur Alain MAYER à Vouziers (08) .....	163
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/030 du 29 mars 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur Olivier NUELLENS à Pont-à-Mousson .....	164
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX .....</b>	<b>164</b>
Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Port-sur-Seille .....	164

Extrait de l'arrêté du 14 mars 2007 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Vandières.....	164
Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Fléville-devant-Nancy.....	164
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>164</b>
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.21 du 29 novembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Heillecourt .....	164
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.22 du 29 novembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy .....	164
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.23 du 12 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Pulnoy .....	165
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.24 du 12 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Laxou.....	165
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.25 du 12 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy .....	165
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.26 du 21 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Vandoeuvre .....	165
Extrait de l'arrêté n° 2006-2.54.8 2 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Laxou .....	165
Extrait de l'arrêté du 19 mars 2007 fixant la liste des conseillers du salarié de Meurthe-et-Moselle .....	165
<b>INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>167</b>
Extrait de l'arrêté du 12 mars 2007 relatif au calendrier dérogatoire 2007-2008.....	167
<b>SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>167</b>
Service juridique .....	167
Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2007 relatif à la sécurité des zones situées à l'amont et à l'aval des écluses et barrages et autres ouvrages, et y interdisant toute présence non autorisée .....	167
<b>CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE .....</b>	<b>167</b>
Extrait de la décision du 6 février 2007 relative à la mise en œuvre d'un traitement informatique concernant la liquidation et la mise en paiement du revenu minimum d'insertion .....	167
Extrait de la décision du 6 février 2007 relative à l'expérimentation de prévention dans le domaine bucco-dentaire et plus particulièrement axé sur l'état parodontal d'une partie de la population agricole .....	168
<b>VILLE DE MAXEVILLE .....</b>	<b>168</b>
Extrait de l'arrêté du 10 janvier 2007 rendant exécutoire le règlement de publicité révisé .....	168
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>171</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>171</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>171</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	171
Communiqué concernant des arrêtés préfectoraux du 16 mars 2007 de déclaration d'utilité publique .....	171
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	171
Communiqué concernant l'observatoire départemental d'équipement commercial .....	171
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>171</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>171</b>
Service aménagement risques et urbanisme .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 186 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 718 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 845 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Bainville-sur-Madon .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 1627 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Gogney.....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4348 du 7 mars 2007 autorisant le groupe RICHARD IMMOBILIER à exécuter des travaux sur la commune de Cutry.....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6283 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Jarville-La Malgrange .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6583 du 7 mars 2007 autorisant SEBL à exécuter des travaux sur les communes de Dombasle-sur-Meurthe et Rosières-aux-Salines .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13609 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul .....	171
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30034 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Trieux .....	171
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>171</b>
Avis de concours externe sur titres du 27 mars 2007 d'ouvrier professionnel spécialisé .....	171
Avis de concours externe sur titres du 27 mars 2007 de maître ouvrier .....	171
Avis de concours interne sur titres du 27 mars 2007 de maître ouvrier .....	172
Avis de vacances de postes du 27 mars 2007 dans le grade d'agent d'entretien qualifié .....	172
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY .....</b>	<b>172</b>
Avis de concours interne sur titres du 23 mars 2007 en vue du recrutement de 3 cadres de santé .....	172
<b>CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL DE MIRECOURT .....</b>	<b>172</b>
Avis de concours sur titres du 28 mars 2007 de cadre de santé.....	172
<b>LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES</b>	
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	
<b>CABINET DU PREFET</b>	
Bureau des affaires politiques	
Circulaire du 27 mars 2007 relative à l'élection présidentielle, scrutins des 22 avril et 6 mai 2007 - transmission téléphonique des résultats	
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES</b>	
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	
Circulaire du 23 mars 2007 relative au montant de l'astreinte administrative pour 2007 concernant les arrêtés de mise en demeure pour la publicité, enseignes ou pré enseignes non conformes	

*Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.*

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile***Extrait de l'arrêté n° 4/2007/SIDPC modificatif du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée aux maires des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il est accessible sur le site Internet des services de l'Etat.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 5/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°2 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune d'Affracourt est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune d'Affracourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 6/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°9 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune d'Autrey-sur-Madon est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune d'Autrey-sur-Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 7/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°26 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Bralleville est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Bralleville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 8/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°50 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Frolois est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Frolois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 9/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°53 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Gerbécourt-et-Haplemont est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Gerbécourt-et-Haplemont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 10/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°69 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Jevoncourt est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Jevoncourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 11/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°91 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Méréville est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Méréville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 12/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°102 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune d'Ormes-et-Ville est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune d'Ormes-et-Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 13/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°111 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Pulligny est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Pulligny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 14/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°111 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Vaudigny est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Vaudigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° 15/2007/SIDPC du 29 janvier 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral n°133 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires de la commune de Vaudeville est abrogé.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Vaudeville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Direction de la réglementation et des libertés publiques  
Bureau des réglementations**

**Extrait de l'arrêté n° 176 du 16 février 2007 autorisant l'entreprise REDSEC à exercer l'activité de gardiennage, de surveillance et de sécurité**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Fatah REDJDAL et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 16 février 2007

Pour le préfet,  
Le chef de bureau,  
Jean-Pierre DEVIDET

**Direction du développement durable et des politiques  
interministérielles  
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement**

**Extrait de l'arrêté du 19 février 2007 déclarant cessibles les parcelles sises sur le territoire de la commune de Bionville (Meurthe-et-Moselle) en vue de la réalisation des travaux de création d'une piste multi-activités entre les communes de Raon-l'Étape (Vosges) et Raon-les-Leau (Meurthe-et-Moselle) - Enquête parcellaire complémentaire**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - Sont déclarées immédiatement cessibles, au profit de l'Établissement Public Foncier de Lorraine, les parcelles répertoriées dans l'état parcellaire complémentaire pour constituer la piste d'activités sur le territoire communal de Bionville. Les plans et état parcellaire afférents à cette opération resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 - À défaut de cession amiable, il sera procédé par voie d'expropriation à l'acquisition des parcelles relevées dans l'état parcellaire complémentaire.

Art. 3 - L'ordonnance d'expropriation devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois qui suit sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le président de la communauté de communes de la vallée de la plaine et le maire de la commune de Bionville sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié par l'expropriant à chaque propriétaire concerné et dont copie sera adressée au préfet des Vosges, à la directrice des archives départementales, à la directrice des services fiscaux et au directeur de l'établissement public foncier de Lorraine.

Nancy, le 19 février 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

*Les plans et état parcellaire mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont consultables à la direction du développement durable et des politiques interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

**Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-07-0001 du 27 février 2007 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Anderny**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société Tri Services Locations, dont le siège social est situé 77, rue Marc RATY à 54750 Trieux, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à ANDERNY, lieu-dit « Brabant », dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans ses annexes I et II.

Art. 2 : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (décret n° 2002-540)	Code (décret n° 2002-540)	Description	Restrictions
17. Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure préalable..

Seuls peuvent figurer dans cette liste les déchets mentionnés dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006 avec les restrictions prévues à cette même annexe.

Art. 3 (1) : Aucun déchet contenant de l'amiante ne peut être enfoui dans cette installation.

Art. 4 : L'exploitation est autorisée pour une durée de dix (10) ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à :

- Déchets inertes (hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) : 4 000 000 tonnes.

Art. 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

- Déchets inertes (hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) : 400 000 tonnes.

Art. 6 : L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

Art. 7 : L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

Art. 8 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la société Tri Services Locations, aux maires des communes d'Anderny, de Tucquegnieux et de Mairy-Mainville, au président de la communauté de communes du Pays Audunois, au directeur départemental de l'équipement, au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie d'Anderny. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 27 février 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

## Annexe I

## I - Dispositions générales.

## 1. - Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

## II - Règles d'exploitation du site.

## 2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

## 2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

## 2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

## 2.4 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter d'altérer les qualités paysagères du site (peinture, clôtures, merlons, plantations, engazonnement,...), notamment par rapport aux perceptions visuelles depuis les habitations et les axes de circulation.

## 2.5. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 2.6. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes.

## 2.7. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

## 2.8. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

## 2.9. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

(Référence : article 10 du décret n°2006-302)

## III - Conditions d'admission des déchets.

## 3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

## 3.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

(Référence : article 12 II a) du décret n°2006-302)

## 3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

## 3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

## 3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à

l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

## 3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

## 3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

## 3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

## 3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

## 3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

## IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.

## 4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

## 4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

## 4.3. Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

## V - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes. (1)

## SANS OBJET

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes.

## Annexe II

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat *	500 *
FS (fraction soluble)	4 000



\* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30 000 **
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

\*\* Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

**Extrait de l'arrêté n° 2006-292 du 2 mars 2007 de création de la commission locale d'information et de surveillance (C.L.I.S.) pour les activités exploitées par la SAM à NEUVES-MAISONS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - Il est constitué une commission locale d'information et de surveillance (C.L.I.S.) pour les activités exploitées par la société des aciers d'armatures pour le béton (SAM) sur le territoire de la commune de NEUVES-MAISONS.

Art. 2 - La commission a pour objet de promouvoir l'information du public sur les activités de la société SAM. Elle est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

- des décisions individuelles dont l'installation fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement susvisé ;
- des modifications, mentionnées à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, que l'exploitant envisage d'apporter à cette installation, ainsi que des mesures prises par le Préfet, en application des dispositions de ce même article ;
- des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnés à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- de toutes les données chiffrées se rapportant à l'exploitation normale de la société SAM, résultats de mesures et d'analyses prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, et toutes synthèses en général, nécessaires à la bonne information du public ;

Art. 3 - Composition

La composition de cette commission est la suivante :

- Présidence : le préfet ou son représentant ;
- Administrations :
  - . le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,
  - . la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant,
- Le directeur de la Société SAM ou son représentant ;
- Collectivités territoriales :
  - . le maire de NEUVES-MAISONS ou son représentant,
  - . le président de la communauté de communes de Moselle-et-Madon ou son représentant,
  - . le député de la 5<sup>ème</sup> circonscription (TOUL) ou son représentant
- Associations locales ou de protection de l'environnement :
  - . un représentant de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV)

Art. 4 - Fonctionnement

Le secrétariat de la commission est assuré par le bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement de la préfecture.

La C.L.I.S. se réunit sur convocation de son président ou à la demande de la moitié de ses membres.

Le préfet peut inviter aux séances de la commission, toute personne dont la présence lui paraît utile.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public sur les conditions de fonctionnement de l'installation.

Le préfet peut faire effectuer, à la demande de la commission, les opérations de contrôle qu'elle juge nécessaires à ses travaux, dans le cadre du code de l'environnement.

La commission devra être renouvelée dans un délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté,

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 2 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté du 8 mars 2007 prescrivant la révision du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Hussigny-Godbrange et Thil**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La révision du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) est prescrite sur le territoire des communes de HUSSIGNY-GODBRANGE et THIL.

Art. 2 - Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 - Le Directeur Départemental de l'Équipement, en liaison avec les services concernés de la préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, est chargé de la modification du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

Art. 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera publié dans :

- le Républicain Lorrain
- l'Est Républicain

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Briey, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté du 8 mars 2007 prescrivant la révision du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La révision du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) est prescrite sur le territoire des communes de JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS et PIENNES.

Art. 2 - Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 - Le Directeur Départemental de l'Équipement, en liaison avec les services concernés de la préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, est chargé de la modification du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

Art. 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'EPCI du Bassin de Landres.
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera publié dans :

- le Républicain Lorrain
- l'Est Républicain

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Briey, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-07-0002 du 16 mars 2007 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Xermaménil**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société THIRIET, dont le siège social est situé BP 128 à 54300 Hériménil, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à XERMAMENIL, lieu-dit « Haut d'Arsemont », dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans ses annexes I et II.

Art. 2 : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540)	Code (décret n°2002-540)	Description	Restrictions
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure préalable.
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement des déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation.

Seuls peuvent figurer dans cette liste les déchets mentionnés dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006 avec les restrictions prévues à cette même annexe.

Art. 3 (1) : Aucun déchet contenant de l'amiante ne peut être enfoui dans cette installation.

Art. 4 : L'exploitation est autorisée pour une durée de dix (10) ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à :  
100 000 m3

**Art. 5 :** Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

Code	Description	Quantité maximale annuelle (m3)
17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	300
17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	9 500
20 02 02	Terres et pierres.	200
Total		10 000

**Art. 6 :** L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

**Art. 7 :** L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

**Art. 8 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la société THIRIET, aux maires des communes de Xermaménil, Gerbéviller, Haudonville et Lamath, au président de la communauté de communes de la Mortagne, au directeur départemental de l'équipement, au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Xermaménil. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

#### Annexe I

##### I - Dispositions générales.

##### 1. - Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

##### II - Règles d'exploitation du site.

##### 2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

##### 2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

##### 2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

##### 2.4. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter d'altérer les qualités paysagères du site (peinture, clôtures, merlons, plantations, engazonnement,...), notamment par rapport aux perceptions visuelles depuis les habitations et les axes de circulation.

##### 2.5. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

##### 2.6. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

##### 2.7. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

##### 2.8. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets

admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

##### 2.9. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage. (Référence : article 10 du décret n°2006-302)

##### III - Conditions d'admission des déchets.

##### 3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

##### 3.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit. (Référence : article 12 II a) du décret n°2006-302)

##### 3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

##### 3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

##### 3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

##### 3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

##### 3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

##### 3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

##### 3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

##### 3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

##### IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.

##### 4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

## 4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

## 4.3. – Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

V - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes. (1)

SANS OBJET

(1) Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

## Annexe II

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés.

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat *	500 *
FS (fraction soluble)	4000

\* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30 000 **
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

\*\* Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

**Extrait du deuxième arrêté modificatif du 23 mars 2007 de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du projet de Site d'Intérêt Communautaire FR 4100157 « Plateau de Malzéville »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'article 2 de l'arrêté du 9 octobre 2006 modifié, constituant le comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs de la proposition de Site d'Intérêt Communautaire FR 4100157 "Plateau de Malzéville" et sa mise en œuvre, est complété ainsi qu'il suit :

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques :

- le directeur de l'aviation civile Nord-Est ou son représentant,  
- le président de l'association FLORAINE ou son représentant.

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 23 mars 2007

Le préfet,  
Claude Baland

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique*

**Extrait de la décision du 7 février 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant l'extension d'un supermarché à l'enseigne MATCH à Villerupt**

Réunie le 7 février 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS Supermarchés Match, en qualité d'exploitante et propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 928 m<sup>2</sup> d'un supermarché à l'enseigne MATCH à Villerupt portant la surface totale de vente à 2665 m<sup>2</sup>;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Villerupt.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 7 février 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de la décision du 7 février 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'équipement de la maison et de la personne à l'enseigne BABOU à Frouard - ZAC du Saule Gaillard**

Réunie le 7 février 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC Sépric réalisations, en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin d'équipement de la maison et de la personne à l'enseigne BABOU à FROUARD – ZAC du Saule Gaillard de 3127 m<sup>2</sup> de vente; Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FROUARD – ZAC du Saule Gaillard.

Nancy, le 7 février 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur  
F. GIROUX

**Extrait de l'arrêté du 6 mars 2007 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du Grand Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : l'article 1 de l'arrêté préfectoral modificatif du 21 décembre 2004 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la communauté urbaine du Grand Nancy est modifié comme suit :

L'alinéa «M. le préfet, président, ou M. le directeur des actions interministérielles de la préfecture, son représentant » est remplacé par « M. le préfet, président, ou M. le sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, ou M. le directeur du développement durable et des politiques interministérielles de la préfecture, son représentant ».

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 6 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de la décision du 7 mars 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un ensemble commercial de vente à Neuves-Maisons**

Réunie le 7 mars 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI KAALKI, en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un ensemble commercial de 2228 m<sup>2</sup> de vente à Neuves-Maisons comprenant un supermarché à l'enseigne Leader Price de 1200 m<sup>2</sup>, un magasin d'habillement à l'enseigne Dalex de 620 m<sup>2</sup> et un magasin de poterie à l'enseigne le Monde de la Poterie de 408 m<sup>2</sup>;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NEUVES-MAISONS.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 8 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de la décision du 7 mars 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant l'extension d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne TATI à Nancy - rue du Grand Rabbín Haguenauer**

Réunie le 7 mars 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS TATI développement, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 241, 39 m<sup>2</sup> de vente d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne TATI à NANCY – rue du Grand Rabbín Haguenauer portant la surface totale de vente à 1990, 39 m<sup>2</sup>;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 7 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur,  
F. GIROUX

**Extrait de l'arrêté du 14 mars 2007 fixant la composition de la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La composition de la commission chargée d'attribuer l'aide instituée par l'article 106 de la loi de finances pour 1982, placée auprès de la Caisse du Régime Social des Indépendants de Nancy, est fixée comme suit :  
Président : M. Jacques GALLAND, juge auprès du tribunal de commerce de NANCY,

Représentant de la Caisse du Régime Social des Indépendants de Nancy :

titulaire : Mlle Anne-Marie BALAY,  
suppléant : M. Erwin GERNERT,

Représentant désigné par le préfet, sur proposition du trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle :

titulaire : M. Jean-Marie GRY, délégué régional au commerce et à l'artisanat de Lorraine,  
suppléantes : Mme Marie REDON, déléguée régionale adjointe au commerce et à l'artisanat de Lorraine,  
Mme Dominique CRABOUILLET,

Représentant de la chambre de commerce et d'industrie dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la Caisse :

titulaire : M. Claude GILLARD,  
suppléant : M. Roger MATHIOT,

Représentant de la chambre de métiers et de l'artisanat dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la Caisse :

titulaire : Mme Ginette CASPAR,  
suppléant : Mme Jacqueline DESOUDIN.

**Art. 2** : Le président de la commission ne peut déléguer ses fonctions.

**Art. 3** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 14 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Direction des relations avec les collectivités locales**

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 15 février 2007 (Meuse) et du 21 février 2007 (Meurthe-et-Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Tronville au syndicat intercommunal des eaux du Soiron**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Meuse

**ARRETEMENT**

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'adhésion de la commune de Tronville (Meurthe-et-Moselle) au syndicat intercommunal des eaux du Soiron est autorisée.

La commune de Tronville sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

**Art. 2** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey, de Commercy, de Toul et de Verdun, et le président du syndicat intercommunal des eaux du Soiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au président et aux maires des EPCI et communes intéressés et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 21 février 2007 Bar-le-Duc, le 15 février 2007  
Pour le préfet et par délégation, Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général, Le secrétaire général,  
Marc BURG Thomas CAMPEAUX

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 12 mars 2007 (Moselle) et du 20 mars 2007 (Meurthe-et-Moselle) constatant la transformation du syndicat intercommunal des eaux de Seille et Moselle en syndicat mixte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone défense Est

Préfet de la Moselle

**ARRETEMENT**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Le syndicat intercommunal des eaux de Seille et Moselle est transformé en syndicat mixte.

Les statuts du syndicat sont modifiés en conséquence.

**Art. 2** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, le président du syndicat des eaux de Seille et Moselle et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents et aux maires des collectivités membres et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 20 mars 2007 Metz, le 12 mars 2007  
Pour le préfet et par délégation, Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général, Le secrétaire général,  
Marc BURG Bernard GONZALEZ

**Extrait de l'arrêté du 21 février 2007 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes la pipistrelle dans la cadre de la définition de l'intérêt communautaire**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes la pipistrelle dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

**Art. 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes la pipistrelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**STATUTS**

**Art. 1<sup>er</sup>. constitution**

En application des articles L.5211-1 à L.5211-58, R.5211-1 à R.5311-52, et L.5214-1 à L.5214-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une Communauté de Communes entre les communes de Bainville aux Miroirs, Lebeuville, Mangonville, Neuville sur Moselle, Praye, Roville devant Bayon et Xirocourt.

Elle prend le nom de Communauté de Communes La Pipistrelle.

**Art. 2. objet**

La Communauté de Communes a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Elle exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

**COMPETENCES**

**OBLIGATOIRES**

**1. Aménagement de l'espace communautaire**

- Participation à l'élaboration et la gestion de schémas pour la protection des espaces naturels sensibles (membre du comité de gestion de la Réserve Naturelle Régionale de la Vallée de la Moselle Sauvage)
- Elaboration et suivi d'une charte de pays par l'adhésion et la participation au Pays « Terre de Lorraine »
- Elaboration et suivi du Schéma de Cohérence Territoriale par l'adhésion et la participation au syndicat mixte de gestion

**2. Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté**

- Gestion des potentiels fonciers et bâtis à vocation économique par l'étude et le recensement des unités foncières et locaux inoccupés ou à l'abandon (création d'un fichier de ces potentiels et mise à disposition des entreprises)
- Création d'un fichier recensant le locatif privé et communal et mise à disposition dudit fichier aux entrepreneurs dont les salariés cherchent un logement
- Valorisation des entrepreneurs, commerçants, artisans, associations et services du territoire par l'édition d'un annuaire distribué sur l'ensemble de la Communauté de Communes
- Pose d'une signalétique indiquant l'emplacement des entreprises, commerces, artisans, associations, bâtiments publics, aires de loisirs, campings, services, dans chaque commune de la Communauté de Communes
- Mise en œuvre d'un programme de développement et de promotion des activités de loisir et de tourisme par :
  - . La mise en place et la gestion de bornes autonomes camping cars
  - . L'aide au montage et au financement de projets d'hébergement (accueil à la ferme, gîtes ruraux, camping, chambres d'hôtes)
  - . L'adhésion à l'Office du Tourisme du Saintois

**OPTIONNELLES**

**3. Protection et mise en valeur de l'environnement**

- Gestion de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés.
- Mise en place, financement et gestion de points tri, collecte des piles, des déchets vétérinaires
- Mise en place d'aide à l'équipement des particuliers en composteurs individuels au cours d'opérations annuelles et ponctuelles
- Mise en place et financement de campagnes de sensibilisation des habitants, des scolaires, des entreprises sur la gestion des déchets
- Ramassage des déchets non organiques sur les rives (plans et cours d'eau) et les sentiers forestiers par la mise en place de chantiers jeunes
- Programme « énergies renouvelables – gestion des ressources naturelles » :
  - . sensibilisation des habitants aux techniques de construction écologiques
  - . sensibilisation des habitants, scolaires, entreprises à une gestion raisonnée de l'eau potable
  - . étude sur les systèmes de récupération d'eau de pluie existant, les normes sanitaires en vigueur (arrosage des plantations, lavage du matériel)
  - . aide financière à l'équipement des collectivités et entreprises agricoles en systèmes de récupération d'eau de pluie
  - . aide financière à l'équipement des particuliers en systèmes de chauffage selon le référentiel établi par la commission environnement et validé par le conseil communautaire.

**4. Action Sociale**

- Soutien à l'action associative visant à proposer un mode d'accueil des enfants en dehors du temps scolaire
- Soutien financier à la mise en conformité de l'intérieur des domiciles d'assistantes maternelles par la prise en charge des achats de matériel suivant :
  - . Barrières de sécurité
  - . Bloque portes ou tiroirs
  - . Cache prises
  - . Cache fils

**FACULTATIVES**

## 5. Soutien aux associations

- Sur la base d'un règlement communautaire précisant les modalités d'attribution (projets développés, public visé, territoire concerné ...) octroi d'aides financières aux associations à vocation culturelle, sportive, éducative, d'aide aux personnes âgées établies sur le territoire de la Communauté de Communes.

## 6. Energie électrique

- Distribution d'énergie électrique et adhésion au Syndicat départemental d'électricité (SDE 54).

## 7. Autres compétences

- La Communauté de Communes pourra, sous certaines conditions établies par le conseil communautaire et à la demande des communes membres, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à ces communes. Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage fixera les conditions techniques et financières de cette prestation.

- Mise en place du déneigement sur le territoire de la Communauté de Communes par :

- . Achat du matériel nécessaire à la mise en place du déneigement (lames, saieuses, sel mis à disposition des communes pour les habitants).
- . Contractualisation avec des prestataires (définition du coût horaire, du périmètre, des modalités techniques de la prestation).
- . Passage d'une lame et salage exclusivement sur les rues et routes communales (hors usoirs et trottoirs).

- Sensibilisation des habitants aux risques à éviter et précautions à prendre pour circuler l'hiver.

Art. 3. siège

Le siège de la Communauté de Communes est fixé 3, rue du Général Michaux, 54740 Xirocourt.

## ORGANE DELIBERANT

Art. 4. composition du conseil et répartition des délégués

La Communauté de Communes est administrée par un organe délibérant, dénommé conseil communautaire, composé de délégués des communes membres selon la répartition suivante :

- jusqu'à 400 habitants : deux titulaires, deux suppléants
- de 401 à 600 habitants : trois titulaires, trois suppléants
- de 601 à 800 habitants : quatre titulaires, quatre suppléants

communes	population	délégués		
		titulaires	suppléants	total
Bainville aux Miroirs	328	2	2	4
Lebeuville	155	2	2	4
Neuviller sur Moselle	253	2	2	4
Mangonville	229	2	2	4
Praye	217	2	2	4
Roville devant Bayon	684	4	4	8
Xirocourt	403	3	3	6
<b>totaux</b>	<b>2 269</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>34</b>

Cette répartition tient compte des résultats de chaque recensement, total ou partiel. La population prise en compte est la population municipale de chaque commune (celle prise en compte de manière électorale), le réajustement éventuel intervenant lors du renouvellement général du conseil communautaire ou dans un délai de trois mois suivant chaque recensement général.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

Art. 5. composition et rôle du bureau

Le bureau est composé du Président, d'un premier et d'un second Vice Président.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte, le cas échéant, des travaux du bureau et des attributions que celui-ci a exercées par délégation.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

## DISPOSITIONS FISCALES, FINANCIERES ET BUDGETAIRES

Art. 6. recettes

Les recettes de la Communauté comprennent :

- Les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 quinquies C du Code Général des impôts, ou, le cas échéant, à l'article 1609 nonies C du CGI.
- Le revenu de ses biens meubles ou immeubles.
- Les sommes reçues des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu
- Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département et des Communes
- Le produit des dons et legs
- Le produit des taxes, redevances, et contributions correspondant aux services assurés,
- Le produit des emprunts

Art. 7. dépenses

Les dépenses de la communauté comprennent :

- Les dépenses de tous les services qui lui sont confiés, au titre des compétences de droit, optionnelles ou facultatives
  - Les dépenses relatives aux services propres à la communauté
- La communauté peut attribuer des fonds de concours aux communes membres, afin de contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements dont l'utilité dépasse manifestement l'intérêt communal.

Art. 8. établissement d'un budget annexe en cas de prestations de services

Si la communauté de communes assure une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, les dépenses de fonctionnement correspondantes sont retracées dans un budget annexe, dont les recettes comprennent :

- Le produit des redevances ou taxes correspondant au service assuré,
- Les contributions de la collectivité ou de l'établissement au bénéfice duquel la prestation est assurée

## MODIFICATIONS STATUTAIRES

Art. 9. modifications relatives aux compétences

Les communes membres peuvent, à tout moment, transférer, en tout ou partie, certaines de leurs compétences, ainsi que les biens, équipements, ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes :

- De l'organe délibérant de la communauté
- Des conseils municipaux, à majorité qualifiée requise pour la création de la communauté

Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la délibération de la communauté, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, la décision du conseil municipal est réputée favorable.

La restitution d'une compétence par la communauté à l'ensemble des communes membres s'effectue dans les mêmes conditions.

Art. 10. adhésion de nouvelles communes

Le périmètre de la communauté peut être étendu, par arrêté du représentant de l'Etat, selon les modalités prévues à l'article L5211-18 du Code Général des Collectivités territoriales.

Art. 11. retrait de communes membres

Une commune peut se retirer de la communauté selon les modalités prévues à l'article L5211-19 ou à l'article dérogatoire L5214-26 du Code Général des Collectivités territoriales.

Art. 12. adhésion de la communauté à un syndicat mixte

L'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers.

Pour l'élection des délégués de la communauté au comité d'un syndicat mixte fermé, le choix du conseil communautaire peut, selon les dispositions de l'article L5711-1 du code général des collectivités territoriales, porter sur l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre.

démocratisation et transparence

Art. 13. consultation du conseil municipal concerné

Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule commune membre ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.

S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable.

Si l'avis est défavorable, la décision ne peut être prise qu'à la majorité des 2/3 des membres du conseil de communauté.

Art. 14. consultation des maires et communes membres

Lorsque le Maire d'une commune membre n'est pas délégué élu de sa commune, il peut être associé aux travaux de la Communauté de Communes au même titre que tout citoyen membre ou non d'une commission.

Toutefois, le Président peut consulter les maires de toutes les communes membres, à la demande :

- Soit de l'organe délibérant de la communauté
- Soit du tiers des communes membres

Art. 15. transmission d'un rapport d'activités et du compte administratif

Le Président de la communauté adresse chaque année, avant le 30 septembre au maire de chaque commune membre :

- Un rapport retraçant l'activité de l'établissement,
- Le compte administratif arrêté

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au conseil municipal, en séance publique. Au cours de cette réunion, les délégués des communes sont entendus.

Le Président peut être entendu par le conseil municipal :

- Soit à sa demande
- Soit à la demande du conseil municipal

Les délégués de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de la communauté.

## DUREE — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16. durée de la communauté

La communauté est formée pour une durée illimitée.

Art. 17. dispositions diverses

Pour toutes les questions non explicitement mentionnées dans les présents statuts, relatives au fonctionnement et à l'administration de la Communauté de Communes, il sera fait application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

Nancy, le 21 février 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du Saintois dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## A R R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Saintois sont approuvés.

Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

**Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Diarville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Est autorisée, la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Diarville dont un exemplaire des statuts restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal des eaux de Diarville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

**Extrait de l'arrêté du 14 mars 2007 autorisant la modification des statuts ainsi que l'adhésion et le retrait de collectivités du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'adhésion de BARBAS, CRION, DAMPVITOUX, DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE, EMBERMENIL, MALAVILLERS, MONTREUX, PREUTIN-HIGNY, PUXIEUX, SIONVILLER, THUMEREVILLE au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

Art. 2 : Le retrait d'AZELOT, BATTIGNY, BASLIEUX, BAZAILLES, BRUVILLE, DONCOURT LES LONGUYON, FRESNOIS LA MONTAGNE, HAN DEVANT PIERREPONT, LES BAROCHES, LUBEY, MONT BONVILLERS, MONTIGNY SUR CHIERS, PIERREPONT, REMEREVILLE, SAINT FIRMIN, SAINT PANCRE, TELLANCOURT, VILLE HOUDLEMONT, VILLERS LA CHEVRE, VILLERS SUR CHIERS du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisé.

Art. 3 : Les statuts du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont modifiés comme suit :

Art. 2 : « le syndicat mixte a pour objet d'associer les collectivités membres pour les aider à organiser et à assurer les missions de service public qui leur sont confiées par la loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 pour l'assainissement non collectif et par l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales.

A : le syndicat exerce de plein droit aux lieu et place des collectivités membres, la mission de service public du contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif :

Le contrôle de la conception, de l'implantation et de la réalisation des installations neuves ou réhabilitées (instruction administrative du dossier relatif à l'assainissement dans le cadre d'un permis de construire et contrôle sur le terrain)

Le contrôle périodique du bon fonctionnement et du bon entretien des installations existantes

B Le syndicat mixte assure les missions suivantes :

Le suivi des études diagnostic et de zonage de ses collectivités membres,

L'expertise technique et juridique auprès des collectivités membres

Le conseil pour un bon fonctionnement et un bon entretien des dispositifs et pour la réhabilitation de ces dispositifs auprès des usagers du service d'assainissement non collectif »

Art. 3 : « le syndicat est constitué pour une durée indéterminée »

Le paragraphe sur le fonctionnement du syndicat est modifié comme suit : « le syndicat est administré par un comité syndical et un bureau composés de délégués élus pour la durée de leur mandat au sein de leurs conseils municipaux »

Un article 12 est ajouté intitulé « autres dispositions » qui précise que « les dispositions non prévues par les présents statuts sont régies par le code général des collectivités territoriales notamment dans les cas de dissolution du syndicat ».

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de TOUL, BRIEY, et LUNEVILLE et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

Les annexes sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

**Extrait de l'arrêté du 23 mars 2007 autorisant le retrait de la communauté de communes du Saintois représentant la commune de Vaudémont et de la communauté de communes la pipistrelle représentant la Commune de Praye du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le retrait de la communauté de communes du Saintois représentant la commune de Vaudémont et de la communauté de communes la pipistrelle représentant la Commune de Praye du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle est autorisé.

Ce retrait s'effectue sans conditions financières.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités membres, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté du 27 mars 2007 autorisant la transformation du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle en syndicat intercommunal à vocation unique portant le nom de « syndicat d'électricité du Saintois » et adaptant les statuts en conséquence**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle est transformé en syndicat intercommunal à vocation unique appelé « Syndicat d'électricité du Saintois » ;

Art. 2 : Le syndicat est composé des communes de Quevilloncourt et Saulxerotte.

Art. 3 : L'article 3B des statuts du syndicat est modifié comme suit :

« Le bureau est composé d'1 président et d'1 vice-président. »

Art. 4 : L'article 5 des statuts du syndicat est modifié comme suit :

« Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Quevilloncourt (54330). »

Le reste sans changement.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat d'électricité du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Sous-préfecture de Toul**

**Extrait de l'arrêté du 5 mars 2007 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Allain Ochey Moutrot**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La modification des statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Allain-Ochey-Moutrot est autorisée. Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire d'Allain-Ochey-Moutrot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 5 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet de Toul,  
Philippe GAZAGNES

Les statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Allain-Ochey-Moutrot sont consultables en sous-préfecture de Toul.

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine**

**Extrait de l'arrêté n° 12/2007 du 13 février 2007 pris par le directeur de l'A.R.H. de Lorraine et portant désignation des membres du comité technique régional de l'information médicale (C.O.T.R.I.M.)**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La composition du comité technique régional de l'information médicale est fixée comme suit :

Président :

Dr Jacqueline DELEAU Centre hospitalier Verdun

Vice-présidents :

Madame Peggy GIBSON C.R.A.M. Alsace-Moselle

Monsieur Alain HENRY D.R.A.S.S. de Lorraine

Médecin inspecteur de santé publique :

Dr Béatrice PILON D.D.A.S.S. des Vosges

A pourvoir D.D.A.S.S. de Meurthe-et-Moselle

A pourvoir D.D.A.S.S. de Moselle

A pourvoir D.D.A.S.S. de Meuse.

Médecins conseils de l'assurance maladie :

Dr Alain COUVAL E.L.S.M. Epinal

Dr Michel ORDENER M.S.A.

Dr Francis RATAJCZAK S.S.M. Moselle Est  
 Dr Sylvie FONTANEL D.R.S.M. Alsace Moselle  
 Médecins du département de l'information médicale représentant les différents champs (M.C.O., S.S.R., psychiatrie) :  
 Dr Eliane ALBUISSON Centre hospitalier universitaire de Nancy  
 Dr Jean-François DURR S.S.M. Freyming-Merlebach  
 Dr Guy VERRA Centre psychothérapique de Laxou  
 Dr Vincent SANCHEZ C.H.S. Sarreguemines  
 Dr Xavier TERRIER A.H.B.L. Longwy  
 Dr Brigitte LACOUR Centre hospitalier à Epinal  
 Dr Annick VALENCE Maternité régionale à Nancy  
 Dr Christiane REVILLE Hôpital St André à Metz  
 Dr Gérard MOUGENOT Centre hospitalier à Epinal  
 Dr Raphaël DEMETTRE Centre hospitalier de Bar le Duc  
 Dr Jacques PELTIER Clinique St André à Vandœuvre-lès-Nancy  
 Dr Michèle de GASPERI Syndicat interhospitalier nancéien de l'appareil locomoteur

Médecin chargé de l'information médicale en H.A.D. :  
 Dr Vincent ROBERT Centre hospitalier régional de Metz Thionville

Fédérations hospitalières :  
 F.E.H.A.P. : Camille BECK Hôpital Sainte Blandine  
 F.H.F. : Florent CHAMBAZ Centre hospitalier régional Metz-Thionville  
 F.H.P. : Jean-Pierre TEYSSIER Polyclinique la Ligne Bleue à Epinal

Président de C.M.E. :  
 Etablissements privés ex O.Q.N. : Dr Patrick BLANCHOT Clinique Ambroise Paré Nancy  
 Etablissements publics à pourvoir  
 Etablissements P.S.P.H. à pourvoir

D.S.I.O. :  
 Dr Daniel MAYEUX Centre Alexis Vautrin - Vandœuvre  
 Dr FERNANDEZ Centre psychothérapique de Laxou  
 Union Régionale des Médecins Libéraux :  
 Mr Patrick FRANCOISE Union régionale des médecins libéraux

Unité de coordination régionale :  
 Dr Valérie THIERY D.R.S.M. Nord-Est

Association HERMES :  
 Dr Jeanne FRESSON Maternité régionale de Nancy

Validation des données P.M.S.I. :  
 Sophie AUBERT C.R.A.M. Nord-Est

Chargés de mission A.R.H. :  
 Dr Odile de JONG  
 Pr François KOHLER  
 Mr Michel MULIC

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié aux bulletins officiels de la préfecture de région Lorraine, des préfectures de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.  
 Nancy, le 13 février 2007

Le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine,  
 Antoine PERRIN

# **Extrait de l'arrêté n° 18/07 du 15 mars 2007 de l'A.R.H. de Lorraine fixant les règles générales de convergence du coefficient de transition entre les établissements de la région**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

## **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Considérant que les critères de modulation fixés au niveau national consistent à appliquer :

- A l'ensemble des régions : une réduction uniforme à hauteur de 20 % de l'écart à 1 de leur coefficient de transition moyen régional ;

**Art. 2 :** Règles générales de convergence des coefficients de transition des établissements de la région

- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est inférieur à 1.01 ou supérieur à 0.995, un taux de convergence de 100% .
- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 0.98 et inférieur à 0.995, un taux de convergence de 25%.
- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 0.97 et inférieur à 0.98, un taux de convergence de 50%.
- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 0.94 et inférieur à 0.97, un taux de convergence de 70%.
- Appliquer un taux de convergence de 20.14% aux autres établissements sous-dotés .
- Appliquer un taux de convergence de 33.47% aux établissements dont le coefficient est supérieur à 1.01.

**Art. 3 :** Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Art. 4 :** Le présent arrêté sera publié au bulletin des actes administratifs de la préfecture du département dans lequel l'agence a son siège et au bulletin des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements dans lesquels il s'applique.

Nancy, le 15 mars 2007  
 Le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine,  
 Antoine PERRIN

*Service actions et établissements de santé*

# **Extrait de l'arrêté n° 8 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay Saint Christophe**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

## **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des communes concernées  
 Monsieur TROGRIC Laurent, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,  
 Madame GRANDURY Régine, conseillère municipale et adjointe au maire de la ville de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,  
 Monsieur ROMBACH Claude, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2008,  
 Monsieur ROTACH Pierre, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2008,  
 Madame PRADURAT Marilyne, conseiller municipal de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Un représentant du département désigné par le conseil général  
 Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Le président et le vice-président de la CME  
 Monsieur le Docteur MATHIEU Richard, Président, fin du mandat en octobre 2010,  
 Monsieur BERR Marc, Vice-Président, fin du mandat en octobre 2010.
- 4 Un autre membre de la CME  
 Madame GLATH Florence, pharmacien, fin du mandat en octobre 2010.
- 5 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques  
 Madame CUNAT Marie-Paule, cadre infirmier, fin du mandat en octobre 2008.
- 6 Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
 Madame DAUMAS Nadine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
 Madame SAINT MARD Catherine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
 Monsieur le Docteur COLSON Jean, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2008,  
 Monsieur RAUCH Gérard, infirmier libéral, en remplacement de Madame BARTHELEMY Michèle, fin du mandat en avril 2009,  
 Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement, fin du mandat en octobre 2008.
- 8 Deux représentants des usagers  
 Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat en octobre 2008,  
 Madame PEUREUX Claudine, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE, visiteur des résidents, fin du mandat en octobre 2008,  
 Monsieur CARVONE Ettore, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en octobre 2007.
- 9 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée  
 Monsieur LANCLUME Gérard, Président du Conseil de la Vie Sociale, fin du mandat en 2011.

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 7 du 20 novembre 2006.

**Art. 3 :** La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et la directrice de l'hôpital local intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 février 2007  
 Le directeur de l'agence régionale  
 de l'hospitalisation de Lorraine,  
 Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

# **Extrait de l'arrêté n° 14 du 26 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre de moyen séjour de Faulx**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

## **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration  
 Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général  
 Monsieur BARBIER, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,  
 Monsieur BISTON, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,  
 Madame PILOT Michèle, conseillère générale, fin du mandat en mars 2007,  
 Monsieur MARCHAL Michel, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,  
 Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil régional  
Monsieur GRANDBASTIEN Jean-François, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
  - 5 Le président de la CME  
Monsieur le Docteur Régis MALINGREY, fin du mandat en juin 2011.
  - 6 Deux autres membres de la CME  
Madame SCHIRMEYER-BIGEARD Christine, pharmacien, fin du mandat en juin 2011,  
Madame le Docteur ROZBORSKI Delphine, médecin coordonnateur, fin du mandat en juin 2011.
  - 7 Un membre de la commission des soins infirmiers de rééducation et médico-Techniques  
Madame Maria LAPOINTE, aide soignante, en remplacement de Madame Sylvie SAUVAGE, fin du mandat en décembre 2010.
  - 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame Marie-Françoise LALLEMENT, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
  - 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Madame DOLCI Marie-José, référente du PAIS du Val de Lorraine, en remplacement de Madame FRANQUET Nathalie, fin du mandat en 2010,  
Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin du mandat en novembre 2008  
Madame SOMMER Annette, infirmière libérale, fin du mandat en février 2007.
  - 10 Trois représentants des usagers  
Monsieur CHENUT Pierre, représentant l'ADMR de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mai 2007,  
Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Association « Retraite en Campagne », fin du mandat en juillet 2007,  
Madame MAGNIN Yvette, représentant l'Association VMEH, fin du mandat en décembre 2007.

**Art. 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 31 janvier 2007.

**Art. 3.-** : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre de moyen séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
Nancy, le 26 février 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 16 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration  
Madame Lucette LALEEVE, adjointe au maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal  
Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de TOUL, fin du mandat en mars 2008,  
Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée  
Madame Pâquerette TROUSSON, adjointe aux affaires sociales, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Michel LAMAZE, maire de FOUG, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général  
Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional  
Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME  
Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2010  
Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2010.
- 7 Deux autres membres de la CME  
Madame BARDIN, fin du mandat en mai 2010,  
Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmier, de rééducation et médico-technique

- Madame MELAT Evelyne, aide soignante, fin du mandat en décembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Madame Marianne PIERSON, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame Angéla RICOU, infirmière, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur Michel HACHET, conservateur du Musée d'Art et d'Histoire de TOUL, fin du mandat en avril 2007  
Monsieur le Docteur Bernard LAUER, médecin non hospitalier, fin du mandat en mai 2009,  
Monsieur Didier HENRY, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Trois représentants des usagers  
Monsieur le Docteur Bernard WURMS, chirurgien dentiste en retraite, représentant l'association « Pour le Droit de Mourir dans la Dignité », fin du mandat en septembre 2007,  
Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2007,  
Monsieur Maurice JORROT, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008.

**Art. 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 15 du 31 janvier 2007.

**Art. 3.-** : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 février 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 18 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration  
Monsieur Guy VATTIER, maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal  
Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2008,  
Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée  
Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HOME COURT, fin du mandat en mars 2008,  
Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général  
Monsieur CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional  
Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice-président de la CME  
Président : Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, fin du mandat en avril 2007,  
Vice-Président : Monsieur Karim BELKACEM, Pharmacien Chef de Service, fin du mandat en avril 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME  
Monsieur le Docteur Laurent MARTIN, Chef de service à titre provisoire en chirurgie générale et digestive, fin du mandat en avril 2007,  
Monsieur le Docteur Jean-Xavier PAUTOT, fin du mandat en avril 2007.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques  
Madame Mireille GRANDMAIRE, cadre supérieur de santé, fin du mandat en septembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales



- Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2007,  
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2009,  
Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2009.
- 11 Deux représentants des usagers  
Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en juin 2007,  
Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer - Comité 54, fin du mandat en juin 2007,  
Monsieur KEUER Jean-Denis, Président de l'ADMR, fin du mandat en janvier 2008.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée  
Madame Josette EDFRENNES, fin du mandat en 2011.

Art. 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 20 novembre 2006.

Art. 3.- : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 février 2007  
Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 19 du 27 mars 2007 fixant la composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

##### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup>.- : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration  
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en avril 2007..
- 2 Cinq représentants du conseil général  
Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en avril 2007  
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en avril 2007  
Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en avril 2007  
Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en avril 2007  
Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en avril 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal  
Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil régional  
Madame BEZAZ Daouia, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Le président et le vice-président de la CME  
Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat 31 mars 2007,  
Madame Monique LUX, Pharmacien, Vice-Présidente, fin de mandat 31 mars 2007.
- 6 Deux autres membres de la CME  
Monsieur le Professeur JUDLIN, Praticien hospitalier, fin du mandat 31 mars 2007,  
Madame le Docteur Jeanne FRESSON, Praticien Hospitalier, fin du mandat 31 mars 2007.
- 7 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques  
Poste non pourvu
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, fin du mandat le 14 juin 2007,  
Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur DURAND Michaël, infirmier libéral, représentant les professions paramédicales, fin du mandat en janvier 2009.
- 10 Deux représentants des usagers  
Monsieur Rémi DEHAYE, médecin généraliste, représentant le Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, fin du mandat en juin 2007,  
Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », fin du mandat en juin 2007,  
Madame Josiane NAUMAN en remplacement de Madame RECEVEUR Brigitte, représentant l'Association SYMPHONIE, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 9 mai 2006.

Art. 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 mars 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 21 du 21 février 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

##### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup>.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration  
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général  
Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007.  
Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,  
Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal  
Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil régional  
Madame Claudine BARTHELEMY Claudine, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2010.
- 5 Le président et le vice-président de la CME  
Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,  
Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 6 Deux autres membres de la CME  
Monsieur le Docteur Didier BEAU, praticien hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,  
Monsieur le Docteur Claude DEMOGEOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 7 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-technique  
Monsieur Pascal BACROIX, fin du mandat en avril 2010.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,  
Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,  
Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'association « La soupe pour les sans abri », fin du mandat en juin 2007,  
Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.  
Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007
- 10 Trois représentants des usagers  
Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,  
Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en janvier 2008,  
Monsieur VIRION Michel, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs), fin du mandat en décembre 2009.

Art. 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 20 du 6 décembre 2006.

Art. 3.- : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre psychothérapique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 21 février 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 21 du 16 mars 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

##### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup>.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration

- Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Quatre représentants désignés par le conseil municipal  
Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2008,  
Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2008,  
Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2008.  
Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée  
Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2008,  
Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général  
Madame CREUSOT Nicole, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007,  
Monsieur KLEIN Mathieu, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007.
- 5 Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional  
Monsieur MANGIN René, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2010,  
Monsieur HATZIG Patrick, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME  
Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, fin du mandat en mars 2007,  
Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007
- 7 Quatre autres membres de la CME  
Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-technique  
Madame Annie CHERY, cadre supérieur de santé, fin du mandat en octobre 2009.
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur GORGE Alex, représentant le syndicat CFDT, en remplacement de Monsieur Jacques BRAAS, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, fin du mandat en mai 2007,  
Un médecin non hospitalier, en attente de nomination,  
Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical  
Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en juin 2008.
- 12 Deux représentants des usagers  
Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », fin du mandat en mai 2007,  
Monsieur Jean-Bernard DUREUX, retraité de l'éducation nationale, représentant l'URIOPSS de Lorraine, fin du mandat en mai 2007,  
Madame Huguette BOISSONNAT, représentant ATD Quart Monde, fin du mandat en juin 2007.
- 13 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée  
Madame Salima SERANDOUR, fin du mandat en novembre 2011.

**Art. 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 20 du 20 novembre 2006.

**Art. 3.-** : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 mars 2007  
Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 22 du 12 mars 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration  
Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal  
Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Patrick LAUGEL, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,  
Monsieur Georges MIKULA, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée  
Madame Marie-Laure DEMONTE, représentant la commune de ROSIERES AUX SALINES, fin du mandat en mars 2008,  
Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général  
Monsieur PISSENNEM Jean-Claude, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional  
Madame DUCAMIN Solange, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME  
Président : Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, psychiatre des hôpitaux et praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2007,  
Vice-Président : Madame le Docteur Florence PERREIN, médecin, fin de mandat en mars 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME  
Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, praticien hospitalier – chef de service, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, praticien hospitalier, fin de mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques  
Madame Béatrice CHAMBRE, cadre supérieur de santé, fin du mandat en décembre 2010.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Madame Henriette SALTTEL-ISELLA, infirmière et représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Madame BEYDON Nadine, agent administratif représentant le Syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2007,  
Monsieur Daniel VILLAUME, infirmier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée, fin du mandat en mars 2007,  
Monsieur le Docteur Christophe LAINE, médecin généraliste, fin du mandat en septembre 2007,  
Monsieur Paul LETE, masseur-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2008.
- 11 Deux représentants des usagers  
Madame Marie-Louise DOUBLIEZ, représentant l'Union des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM), fin du mandat en juin 2007,  
Madame Gisèle VAUTRIN, représentant l'Association ALZHEIMER 54, fin du mandat en novembre 2007,  
Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54, fin du mandat en mai 2007.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée  
Madame DEBIEMME Edwige, fin du mandat en octobre 2011.

**Art. 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 21 du 5 décembre 2006.

**Art. 3.-** : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 mars 2007

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine/URCAM

#### Extrait de décision conjointe de financement ARH/URCAM du 5 février 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine  
Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

**D E C I D E N T**

conjointement de financer MEDIGARDE 54 pour la permanence des soins du samedi après-midi au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2007

Nom Prénom du promoteur Docteur Philippe NAUDE  
Statut professionnel Médecin généraliste  
Adresse URMLL – Centre d'Affaires « Les Nations »  
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**Art. 1 :** Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410041

Thème « Mettre en œuvre un dispositif permettant l'accès à la population du département de Meurthe et Moselle à la médecine libérale en dehors des heures d'ouverture des cabinets libéraux. Le dispositif repose sur la mise en place d'une nouvelle sectorisation d'un système de régulation des appels téléphoniques ».

**Art. 2 :** Décision de financement

Le financement est accordé du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 30 juin 2007 dans l'attente d'une prise en charge sur le droit commun

Le financement nécessaire pour la permanence des soins le samedi après midi effectué par deux médecins régulateurs de 12h à 20h est de 26 208 € (26 samedis soit 208 h à 63 € / 2 médecins)

Cette décision porte le financement total de MEDIGARDE 54 à :

402 144 € du 4 décembre 2003 au 31 décembre 2006.

(375 936 € du 4/12/03 au 31/12/06 + 26 208 € du 01/01/07 au 30/06/07)

**Art. 3 :** Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur.

**Art. 4 :** Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

**Art. 5 :** Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

Le règlement forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 C 63 € par heure de régulation est versé à la structure gestionnaire du réseau.

**Art. 6 :** Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

**Art. 7 :** Non respect des engagements pris par le projet

- Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

- Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

**Art. 8 :** Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre – 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Art. 9 :** Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du projet d'autre part.

**Art. 10 :** Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Nancy, le 5 février 2007

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Antoine PERRIN

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Patrick MARX

**Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine**

Service protection sociale

**Extrait de l'arrêté SGAR N° 2007-40 en date du 20 février 2007 portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la zone défense Est

Préfet de la Moselle

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- La Confédération Générale du Travail (CGT) :

Titulaires : M. Eskill ADENOT

Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN

Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ

Mme Yolande GASPARINI MARITALE

- La Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) :

Titulaires : M. Daniel PICCINELLI

Mme Christelle ROUX

Suppléants : Mme Monique BOGE

M. Jean-Claude CHARPENTIER

- La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) :

Titulaires : M. Patrick DELICOURT

Mme Anne-Marie MAUSS

Suppléants : Mme Isabelle ABDELMOULA

Mme Michèle PONCIONI

- La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) :

Titulaire : M. Christian BIRON

Suppléant : Melle Caroline TYKOCZINSKY

- La Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) :

Titulaire : M. Jean-Noël DUCHÈNE

Suppléant : M. Jean-Patrick GIL

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) :

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN

Suppléant : M. Claudius HAMARD

- En tant que représentants des travailleurs indépendants :

- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale :

Titulaire : Mme Ginette CASPAR

Suppléant : M. Jean-Paul MULLER

- En tant que représentants des associations familiales :

Titulaires : M. Bertrand BELLOCCHIO

Mme Patricia MALGRAS née ISSELLE

Mme Annie OLIVIER

M. Etienne SIAUD

Suppléants : Mme Bernadette ALVERNHE

M. André LOUP

Mme Marie-Claude SEGAL

M. Emmanuel VIEL

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE

Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT

M. Jean-Paul LACRESSE

Mme Monique VASSEUR

**Art. 2 :** L'arrêté SGAR N° 2006-521 en date du 8 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**Art. 3 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine, le préfet du département de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 20 février 2007

Le préfet de la région lorraine,

Pierre-René LEMAS

**Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine**

Secrétariat des licences

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/139**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 54-0427 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Corinne AKA KOFFI, « Les Quatre chemins de Bohème » 4, rue Guy Ropartz, 54000 Nancy.

**Art. 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Art. 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Art. 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/140**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 54-0073 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jacques BESSON, « MATERIA PRIMA », 36, rue du général Leclerc, 54320 Maxéville .

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/141**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 54-0184 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Sarah FORD, « RAMIREZ et Cie », MJC des 3 maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/142**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie portant les numéros 2-1000312 et 3-1000311 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Anne BOISSEZ, « UMLAUT », 59, rue Emile Coué, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/143**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie portant les numéros 2-1000302 et 3-1000303 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Isabelle CHAIGNE, « L'autre canal », 45, Boulevard d'Austrasie, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la

(ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/144**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 2-1000304 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Guillaume CHERPITEL, « Association Cercle et variations », 7, Bd du recteur Senn, MJC Pichon, 54000 Nancy .

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/145**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 2-1000305 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jean-Christophe MASSINON, « MIROR », 61, Avenue Anatole France, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/146**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 2-1000306 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jean-Baptiste MOLINIE, « Jeebay Management », 14, rue Gambetta, 54200 Dommarin-lès-Toul.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

**Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/147**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 2-1000307 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Catherine PAYFERT, « Association Musdar » 2, rue Haute Soulieu, 54310 Homécourt.

**Art. 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Art. 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Art. 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

#### Extrait de l'arrêté DRAC- LICENCES 54/2007/148

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>e</sup> catégorie portant le numéro 2-1000308 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Philippe POIROT, Association « Le radeau de la radicule » 5, rue Kléber, 54000 Nancy.

**Art. 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Art. 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Art. 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 17 janvier 2007  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Daniel BARROY

#### Délégation régionale au tourisme

#### Extrait de l'arrêté N° 38-S.G.A.R.-2007 en date du 15 février 2007 relatif à l'organisation de l'examen de guide interprète régional

Le préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de la zone défense Est  
Préfet de la Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Un examen de Guide Interprète Régional sera organisé le 5 octobre 2007 (épreuve écrite) et les 19-20-21 novembre 2007 (épreuve orale) ; (le lieu sera précisé sur la convocation adressée à chaque candidat). La réussite à cet examen donnera droit à l'obtention de la carte professionnelle de Guide-Interprète Régional.

**Art. 2 :** Sont autorisés à se présenter à l'examen les candidats de nationalité française, les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ou des pays ayant ratifié les accords de Marrakech créant l'Organisation Mondiale du Commerce et remplissant les conditions prévues par les textes sus-visés.

**Art. 3 :** Les dossiers de candidature sont à demander par écrit à la Délégation Régionale au Tourisme, 6 rue du pont Moreau 57000 METZ. La date limite de réception des dossiers à la Délégation Régionale au Tourisme est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2007.

**Art. 4 :** L'examen comporte deux épreuves :

1 – Une épreuve écrite de culture générale (Coeff. 1), d'une durée de 3 heures, comportant 3 sujets :

- un sur l'architecture et le patrimoine,
- un sur l'histoire des institutions françaises,
- un sur l'économie touristique régionale.

Sont dispensés de l'épreuve de culture générale, les guide-interprètes régionaux d'une autre région ayant déjà été admis à l'examen depuis qu'il comporte une épreuve écrite, ainsi que les candidats déjà titulaires d'une carte de guide-interprète régional en région Lorraine, qui souhaitent se présenter à l'épreuve facultative de culture patrimoniale dans une autre langue étrangère.

2 – Une épreuve orale de culture patrimoniale régionale (Coeff. 1)

Cette épreuve de 30 minutes est consacrée au commentaire d'un document iconographique lié au patrimoine régional, pour moitié en français et pour moitié dans la langue étrangère choisie par le candidat dans la liste suivante :

- anglais,
- allemand.

Le candidat peut, s'il le souhaite, subir une épreuve facultative dans la langue étrangère non choisie au titre de l'épreuve orale obligatoire. Pour chaque épreuve, le candidat dispose de 30 minutes de préparation.

**Art. 5 :** Le candidat ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à l'épreuve écrite est admis à se présenter à l'épreuve orale.

Le candidat ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à l'épreuve orale est déclaré admis à l'examen de guide-interprète régional.

**Art. 6 :** Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Délégué Régional au Tourisme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des quatre Départements de la région LORRAINE. Il fera en outre l'objet d'une publicité dans au moins un journal local diffusé dans chacun des départements concernés.

Metz, le 15 février 2007

Le préfet de la région lorraine,  
Pierre-René LEMAS

#### Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service actions et établissements de santé

#### Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 168-07 en date du 12 mars 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-07

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté modifié du 27 mai 1981 autorisant le fonctionnement sous le numéro 54-07 du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 29 rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700), est modifié comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2007 :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale François VERDIER  
29 rue Saint-Laurent - 54700 PONT-A-MOUSSON  
exploité au sein de la SELARL BIO LOGIC dont le siège social est situé 11 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000).

Directeurs :

Monsieur Jean-François VERDIER, pharmacien biologiste pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

Mademoiselle Françoise CAUTAIN, pharmacien biologiste pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

**Art. 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera adressée à SELARL BIO LOGIC ; Monsieur Jean-Luc SALLERIN ; Monsieur Jean-François VERDIER ; Madame Françoise CAUTAIN ; au Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; à la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; à la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle ; au Maire de PONT-A-MOUSSON ; au Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, section G ; au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; à la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; au Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 12 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

#### Service solidarité-autonomie

#### Extrait de l'arrêté n° 4162 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Lilas" de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" - située 65 rue Emile Zola - 54800 JARNY et gérée par l'association HOSPITALOR

N° FINESS : 540000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 060	418 996
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	412 430	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 506	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	418 996	418 996
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Les Lilas" de Jarny est fixée à : 418 996 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,81 €  
GIR 3 et 4 : 19,61 €  
GIR 5 et 6 : 13,28 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR gestionnaire de la maison de retraite "Les Lilas" à JARNY.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4163 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " Les Bruyères " de Joudreville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Les Bruyères" - Rue de la Piscine - 54490 JOUDREVILLE.  
N° FINESS : 540019585  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 787	362 312
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	352 853	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 672	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	362 312	362 312
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euros.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de JOUDREVILLE est fixée à : 362 312 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,21 €  
GIR 3 et 4 : 13,64 €  
GIR 5 et 6 : 9,07 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de JOUDREVILLE.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4165 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " Saint Dominique " de Mars la Tour**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite de MARS LA TOUR - 70 rue de Metz - 54800 MARS LA TOUR  
N° FINESS : 540002615  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 936	545 507
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	513 914	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 657	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	545 507	545 507
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de MARS LA TOUR est fixée à 545 507 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,45 €  
GIR 3 et 4 : 24,29 €  
GIR 5 et 6 : 15,14 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de MARS LA TOUR.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4168 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " La Fontaine de Lincourt " de Einville au Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » Rue du Puits Gros Yeux - 54370 EINVILLE AU JARD gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD  
N° FINESS : 540013315  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 110	208 643
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	202 229	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 304	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	208 643	208 643
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » à EINVILLE AU JARD est fixé à 208 643 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,94 €  
GIR 3 et 4 : 17,70 €  
GIR 5 et 6 : 12,45 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4169 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite " Sœur Julie " de Gerbéviller**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sœur Julie" - 14 rue Maurice Barrès - 54830 GERBEVILLER.  
N° FINESS : 540002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 542	861 400
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	835 856	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 002	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	861 400	861 400
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 861 400 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,40 €

GIR 3 et 4 : 21,77 €

GIR 5 et 6 : 13,13 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4172 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "L'Oseraie" de Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" - 27 rue de Maréville - 54520 LAXOU.

N° FINESS : 540014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 182	273 418

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	262 830	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 406	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	273 418	273 418
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à : 273 418 €

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,54 €

GIR 3 et 4 : 17,88 €

GIR 5 et 6 : 12,21 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4174 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Notre Maison" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" - 52 rue des Jardiniers - 54052 NANCY CEDEX.

N° FINESS : 540004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 000	867 186
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	845 454	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	14 732	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	867 186	867 186
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 €.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à : 867 186 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,24 €

GIR 3 et 4 : 15,99 €

GIR 5 et 6 : 10,75 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.  
Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4175 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Ma Maison" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Ma Maison" 119 avenue de la Strasbourg - 54000 NANCY  
N° FINESS : 540008208  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 936	228 146
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	214 210	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	228 146	228 146
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à : 228 146 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 10,96 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4179 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Sauveur" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Saint Sauveur" 35 rue Victor Prouvé - 54000 NANCY.  
N° FINESS : 540008372  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 222	497 221
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	479 999	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 000	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	497 221	497 221
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 497 221 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,66 €

GIR 3 et 4 : 18,80 €

GIR 5 et 6 : 12,95 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Sauveur à NANCY.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4180 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Sablons" de Pulnoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Les Sablons" 34 rue de Saulxures - 54425 PULNOY  
N° FINESS : 540004512  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 800	577 307
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	558 492	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 015	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	577 307	577 307
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite Les Sablons de PULNOY est fixée à : 577 307 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,92 €

GIR 3 et 4 : 23,46 €

GIR 5 et 6 : 13,91 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Sablons de PULNOY.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4182 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Sainte Famille" de Vandoeuvre lès Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle



**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Famille" - 17 rue du Bois le Duc - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY.

N° FINESS : 540003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 312	190 300
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	186 234	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 754	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	190 300	190 300
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite La Sainte Famille de VANDOEUVRE LES NANCY est fixée à : 190 300 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 12,00 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite La Sainte Famille à VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4185 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Centre Brancion" de Royaulmeix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de ROYAUMEIX - 11 rue Carnot - 54200 ROYAUMEIX.

N° FINESS : 540018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 901	458 185
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	442 433	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 851	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	458 185	458 185
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite de ROYAUMEIX est fixée à 458 185 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,03 €

GIR 3 et 4 : 21,27 €

GIR 5 et 6 : 15,51 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROYAUMEIX.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4186 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "La Compassion" de Saint Firmin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" 5 rue de la Barre - 54930 SAINT FIRMIN

N° FINESS : 540008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 300	412 265
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	398 414	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 551	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	412 265	412 265
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN est fixée à : 412 265 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,52 €

GIR 3 et 4 : 16,67 €

GIR 5 et 6 : 11,81 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté n° 4187 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Saint Charles" de Vézelize**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE - rue Notre Dame - BP 2 - 54330 VEZELISE.

N° FINESS : 540002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 237	565 458

Recettes	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	476 227	565 458
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 994	
	Groupe I Produits de la tarification	519 758	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	45 700	
Recettes	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	565 458

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - Le forfait global de soins 2006 de la maison de retraite de VEZELISE est fixé à 539 744,21 € dont 19 986,21 € de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 18,02 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de VEZELISE.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Extrait de l'arrêté n° 4188 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Iris » située 8 Grand Rue - BP 1 - 54890 ONVILLE et gérée par l'association HOSPITALOR  
N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 000	384 641
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	382 717	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	924	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	384 641	384 641
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 de la maison de retraite « Les Iris » à ONVILLE est fixée à 384 641 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,40 €

GIR 3 et 4 : 16,68 €

GIR 5 et 6 : 10,97 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Iris » de ONVILLE.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Extrait de l'arrêté n° 4191 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier de soins du service de soins infirmiers à domicile de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du centre communal d'action sociale - Place Paul Mennegand - BP 75 - 54802 JARNY CEDEX

N° FINESS : 540007010

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 101	488 914
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	346 003	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	53 810	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	488 914	488 914
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 - La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de JARNY est fixée à 488 914 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 32,67 €

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de JARNY.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Extrait de l'arrêté n° 4192 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le forfait journalier du service de soins infirmiers à domicile de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2007, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. de la maison de retraite située Rue Notre Dame - BP 2 - 54330 VEZELISE

N° FINESS : 540007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 948	226 267
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	169 209	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 110	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	226 267	226 267
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 800	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3** - La dotation globale de financement soins 2007 du S.S.I.A.D. de VEZELISE est fixée à : 226 267 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 24,80 €

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de VEZELISE.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4287 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du centre hospitalier de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 833 517,40 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 31,37 €

pour les GIR 3 et 4 : 23,64 €

pour les GIR 5 et 6 : 16,19 €

**Art. 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur du Centre Hospitalier de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4288 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY/LAY-ST-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 233 595,74 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 40,86 €

pour les GIR 3 et 4 : 34,57 €

pour les GIR 5 et 6 : 21,59 €

**Art. 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4289 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Dotation globale de financement « soins » : 795 907,71 €

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 30,61 €

pour les GIR 3 et 4 : 25,81 €

pour les GIR 5 et 6 : 19,22 €

**Art. 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la présidente de la Maison Hospitalière de Baccarat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4290 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Joëuf**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de JOEUF :

N° FINESS (EJ) 54 000 088 2

Dotation globale de financement « soins » : 691 085,80 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,71 €

pour les GIR 3 et 4 : 15,19 €

pour les GIR 5 et 6 : /

**Art. 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice de l'association hospitalière de Joëuf, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4296 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » du budget annexe « maison de retraite » de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 242 079,75 €

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,24 €

pour les GIR 3 et 4 : 24,70 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,19 €

**Art. 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur de la Maison Hospitalière St Charles à Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4297 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » de l'association hospitalière St Eloi à Neuves-Maisons**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, est modifié ainsi qu'il suit :

Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 195 337,43 €

Tarif journalier « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 35,86 €

pour les GIR 3 et 4 : 36,95 €

**Art. 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le président de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4320 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD D'AUDUN-LE-ROMAN, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine – 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 000 4166

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	87 617,00	543 156,57
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	443 052,43	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 487,14	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	543 156,57	543 156,57
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11549 pour un montant de : 0 Euro.

**Art. 3** : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

La dotation globale de soins est fixée à 543 156,57 Euros,

le prix de journée de soins est fixé à 36,08 Euros.

**Art. 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Art. 6** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4321 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD DE BRIEY-HOMECOURT, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine – 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 492,48	468 131,10
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	383 123,82	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 514,80	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	468 131,10	468 131,10
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11549 pour un montant de : 0 Euro.

**Art. 3** : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

La dotation globale de soins est fixée à 468 131,10 Euros,

le prix de journée de soins est fixé à 35,36 Euros.

**Art. 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Art. 6** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4322 du 14 février 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - 4, rue de la gare - 54170 - COLOMBEY-LES-BELLES

N° FINESS EJ : 54 000 210 2

N° FINESS ET : 54 000 727 5

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 930,00	317 355,10
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	254 454,10	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	8 971,00	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	317 355,10	317 355,10

Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

la dotation globale de soins est fixée à 317 355,10 euros,  
le prix de journée de soins est fixé à 34,42 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la présidente du GIP « Bien vieillir au Pays de Colombey et du sud Toulousain » gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4323 du 14 février 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Haroué**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD DE L'ASAPA - 7 rue Général Pouget - 54740 - HAROUÉ

N° FINESS : 54 001 256 4

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	69 930,57	294 494,55
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	218 018,04	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 545,94	
	Déficit	0,00	
	Excédent	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	294 494,55	294 494,55
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

la dotation globale de soins est fixée à 294 494,55 euros,  
le prix de journée de soins est fixé à 36,67 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'association « A.S.A.P.A. » à Haroué, gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4324 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'office d'hygiène sociale de Meurthe et Moselle, 38, rue de Dieuze à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - 38, rue de Dieuze - 54000 - NANCY – géré par l'O.H.S., 1, rue du Vivarais – 54519 - VANDOEUVRE LES NANCY

N° FINESS : 540 003 175

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	141 254,90	1 165 025,91
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 019 008,01	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 763,00	
	Déficit	0,00	
	Excédent	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 165 025,91	1 165 025,91
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. ~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

la dotation globale de soins est fixée à 1 165 025,91 euros,  
le prix de journée de soins est fixé à 35,40 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la présidente de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4325 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte Marie à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - Centre de soins Sainte Marie - 28, rue de la primatiale - 54000 - NANCY

N° FINESS : 540 005 345

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 897,25	346 050,98
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	316 317,43	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 836,30	
	Déficit	0,00	
	Excédent	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	320 037,02	346 050,98

Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	26 013,96	
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0,00 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

La dotation globale de soins est fixée à 320 037,02 euros,

le prix de journée de soins est fixé à 29,26 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la directrice du centre de soins Sainte Marie, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4326 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - Centre Brancion - 54200 - ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 000 835 6

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	96 000,00	397 908,48
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	285 908,48	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	16 000,00	
	Déficit	0,00	
		0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	397 908,48	397 908,48
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	
		0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

La dotation globale de soins est fixée à 397 908,48 euros,

le prix de journée de soins est fixé à 34,66 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'association « Le Toulinois Nord Familial », gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 16 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4327 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : A.L.S.A.D. - 2 bis, rue Saint Odile - 54600 VILLERS LES NANCY

N° FINESS : 54 000 5329

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 346,72	1 021 667,13
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	875 906,41	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	103 414,00	
	Déficit	0,00	
		0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 021 667,13	1 021 667,13
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	
		0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

La dotation globale de soins est fixée à 1 021 667,13 Euros,

le prix de journée de soins est fixé à 31,93 Euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est, à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4346 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre de moyen séjour de Faulx**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 209 949,90 €

- Prix de journée de soins : 30,86 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4347 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey – Lay-Saint-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :  
Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 376 875,66 €

- Prix de journée de soins : 34,67 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/ LAY-SAINT-CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4348 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :  
Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 633 232,64 €

- Prix de journée de soins : 38,61 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4349 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du centre hospitalier de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :  
Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 333 316,84 €

- Prix de journée de soins : 32,82 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur du centre hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4351 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière du bassin de Longwy à Mont-Saint-Martin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :  
Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT ST MARTIN :

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 573 379,63 €

- Prix de journée de soins : 30,07 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le président de l'AHBL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4352 du 14 février 2007 fixant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :  
Association Hospitalière St Eloi à NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 310 087,99 €

- Prix de journée de soins : 30,08 €

Art. 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 février 2007 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Myriam BERG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4428 du 23 mars 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - L'association « SCIAD du Val de Lorraine » dont le siège est situé 2 place Jules Colombé – 54700 à Pont-à-Mousson est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 5 places pour personnes âgées et 3 places pour adultes handicapés, soit une extension de 8 places, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007.

Art. 2 - La capacité globale du service de soins à domicile est de 43 places dont 40 places pour personnes âgées et 3 places pour adultes handicapés.

Art. 3 - Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,

- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la présidente de l'association « SCIAD du Val de Lorraine » 2, place Jules Colombé – 54700 à Pont-à-Mousson.

Nancy, le 23 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Marc BURG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4429 du 23 mars 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Einville-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - L'association « SIAD DES ETANGS » dont le siège est situé 7 place Fontaine – 54370 EINVILLE-au-JARD est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 8 places pour personnes âgées à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007. Sa capacité globale est ainsi portée de 45 à 53 places.

**Art. 2** - Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

**Art. 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Art. 4** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la présidente de l'association « SIAD DES ETANGS » 7 place Fontaine – 54370 EINVILLE-au-JARD.

Nancy, le 23 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 4430 du 23 mars 2007 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Vézelize**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La maison de retraite de Vézelize est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 4 places pour personnes âgées et 1 place pour adultes handicapés, soit une extension de 5 places, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007.

**Art. 2** - La capacité globale du service de soins à domicile est de 30 places dont 29 places pour personnes âgées et 1 place pour adultes handicapés.

**Art. 3** - Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

**Art. 4** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au directeur de la maison de retraite St Charles – rue Notre Dame, BP n° 2 – 54330 VEZELISE.

Nancy, le 23 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Direction départementale de l'équipement**

**Extrait de l'arrêté RH/GP 4 n° 2007 DE 26 du 6 mars 2007 modifiant la liste des postes de catégorie B éligibles au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches du protocole Durafour**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La liste des postes de catégorie B éligibles au titre des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranches du protocole Durafour, telle que fixée par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2001 sus-visé, est modifié comme suit :

Niveau d'emploi	Emploi actuel	Emploi nouveau	Service	Nombre de points attribués	Date d'ouverture du droit
B	Chef de la cellule moyens globalisés	Chef de la cellule moyens globalisés	Secrétariat général	5	01/01/2007
B	Adjoint au chef du bureau du personnel, chargé de la gestion	Adjoint au chef du pôle ressources humaines et centre support mutualisé, responsable de la gestion administrative	Secrétariat général	20	01/01/2007
B	Adjoint au chef du bureau du personnel, chargé des salaires	Adjoint au chef du pôle ressources humaines et centre support mutualisé, responsable de la gestion financière	Secrétariat général	20	01/01/2007

**Art. 2** - Le directeur départemental de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement,  
Michel MARTY

**Service aménagement risques et urbanisme**

**Extrait de l'arrêté N° 07 DE 002 PU du 26 février 2007 approuvant la carte communale de Selaincourt en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : La carte communale de SELAINCOURT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Art. 2** : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000<sup>e</sup>,
- un plan des réseaux au 1/2 000<sup>e</sup>.

**Art. 3** : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Art. 4** : En vertu de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'État en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le maire de SELAINCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 26 février 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Service de l'habitat**

**Extrait de l'arrêté du 20 février 2007 autorisant la démolition des immeubles Madère (24 logements), Crète (6 logements) et Chypre (15 logements) sis clos des Morées à Blénod lès Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Batigère Nancy est autorisée, en application de l'article L 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation, à procéder à la démolition des immeubles Madère (24 logements), Crète (6 logements) et Chypre (15 logements) sis Clos des Morées à Blénod lès Pont-à-Mousson.

**Art. 2** : Batigère Nancy est exonéré du remboursement de l'aide de l'Etat concernant ces 45 logements.

**Art. 3** : Batigère Nancy procédera auprès de la Caisse des dépôts et consignations au remboursement anticipé du capital restant dû pour ces 45 logements.

**Art. 4** : Les travaux de démolition ne pourront commencer que lorsque les ménages encore en place auront été relogés, que le plan de relogement définitif aura été transmis à la Direction Départementale de l'Équipement et qu'après obtention de la subvention d'aide à la démolition qui pourra être octroyée.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général de Batigère Nancy.

Nancy, le 20 février 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

**Service transport et sécurité**

**Extrait de l'arrêté 2007/DDE/005/TBSC du 14 février 2007 autorisant une enquête de circulation sur l'autoroute A4-péage de Beaumont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. I** - La société Sanef est autorisée à procéder à une enquête de circulation, par questions posées aux usagers sur les aires de la gare de péage de BEAUMONT au PR 294+917 de l'autoroute A4 concédée à la Sanef les jours suivants :

Péage concerné	Date prévue d'enquête	Date de rattrapage éventuel	Horaires d'enquête
A4 – Beaumont (en sortie)	Samedi 17 février 2007	Samedi 24 février 2007	12h-16h

**Art. II** - Lors de l'enquête de circulation, les données recueillies auprès des usagers ne seront pas nominatives. Un dépliant sera remis à chaque usager interrogé, explicitant la nécessité de l'enquête.

**Art. III** - Des panneaux provisoires signaleront l'opération aux usagers en amont du poste d'enquête. Les postes d'enquêtes seront signalés, de façon apparente, par des panneaux portant l'indication : ENQUETE DE CIRCULATION.

La signalisation sera assurée par la Sanef.

**Art. IV** - Au voisinage de ces postes, les conducteurs devront ralentir l'allure et respecter les indications des panneaux réglementaires dont la sécurité pourrait nécessiter la pose.

**Art. V** - Les automobilistes volontaires seront invités, par le personnel Sanef, à se rendre sur le parking situé après le péage pour répondre aux questions des enquêteurs.

**Art. VI** - Ces dispositions ne s'appliqueront pas aux déplacements liés aux missions de sécurité exercées pas les personnels de police, de gendarmerie, ainsi qu'aux véhicules de secours.



Art. VII - Les forces de l'ordre interviendront sur demande ponctuelle motivée et dans la mesure où les nécessités de service le permettront.

Art. VIII - En application de l'article R432-7 du code de la route, les personnels des entreprises mandatées par la Sanef pour la réalisation de l'enquête de circulation seront spécialement autorisés à circuler à pied au niveau des parkings de réalisation des enquêtes. La liste de ces personnels sera établie par la Sanef. La direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle en sera informée.

Art. IX - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur d'exploitation de la Sanef à Senlis, le directeur du réseau Sanef-Est, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant de la région de gendarmerie de Lorraine, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de Jarny, le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au maire de MOINEVILLE, au général commandant la RMD Nord-Est, au général commandant la région de gendarmerie de Metz, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 février 2007

Pour le préfet absent et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

### **Direction départementale de l'agriculture et de la forêt**

#### **Extrait de l'arrêté d'agrément DDAF-2007/100 du 28 mars 2007 d'une coopérative d'utilisation de matériel agricole**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La Coopérative Agricole d'Utilisation du Matériel Agricole des Trois Rivières dont le siège social est établi à JOLIVET - 54 - Ferme de Froide Fontaine - est agréée sous le n° 54-07-409.

Art. 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 28 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

### **Service économie agricole et aménagement foncier**

#### **Extrait de l'arrêté 2007/010 du 22 février 2007 portant fixation des critères départementaux utilisés pour la vérification du caractère allaitant du cheptel engagé dans une demande de prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour la vérification du caractère allaitant du cheptel engagé, les éleveurs dont le siège d'exploitation est situé dans le département de Meurthe-et-Moselle, doivent respecter les critères fixés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 2 : Le ratio « veaux / mères », calculé en divisant le nombre de veaux nés sur l'exploitation par 60 % de l'effectif engagé à la PMTVA doit être au moins égal à 0,4.

Pour le calcul de ce ratio, les veaux nés sur l'exploitation sont comptabilisés au cours des 12 mois précédant le calcul de ce ratio.

Art. 3 : La durée moyenne d'un nombre de veaux attendus (égal au produit de 60% de l'effectif engagé par le critère départemental visé au premier alinéa de l'article 2 du présent arrêté) doit être au minimum égale à 90 jours.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2007

Pour le préfet,  
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,  
Jérôme NORMAND

#### **Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller – Einville au Jard – Manonviller – Serres – Laneuveville aux Bois**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La SCEA JPB AVENIR composée de Messieurs BURTIN Jean Paul et Jean Philippe est autorisée à exploiter 243.88 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 19 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### **Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Audun le Roman – Boulange (57) - Sancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame HYPOLITE Jacqueline est autorisée à exploiter 161.59 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 19 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### **Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bathelemont lès Bauzemont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame MENUISIER Marie Odile est autorisée à exploiter 166 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Nancy, le 19 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### **Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gye – Blénod lès Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL de la BESACE composée de Monsieur JOYEUX Jean Noël est autorisée à exploiter 5,64 ha (parcelles AD 82 à Blénod les Toul - ZA59/61 ZB52 à Gye) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la BESACE (Monsieur JOYEUX Jean Noël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JOYEUX Jean Noël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GYE - BLENOD LES TOUL pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### **Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charency Vezin – Villers le Rond - Saint Jean lès Longuyon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur RAULET Etienne (EARL de Fossieux) est autorisé à exploiter 51,43 ha (parcelles ZA56 à Saint Jean Les Longuyon - ZD12 - ZE10/12/14/15 à Villers le Rond - YB1/2/7 à Charancy Vezin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RAULET Etienne (EARL DE FOSSIEUX).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RAULET Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHARENCEY VEZIN - VILLERS LE ROND - SAINT JEAN LES LONGUYON pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### **Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Puxieux - Chambley Bussièrès**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Monsieur CUNY Jean Marie (GAEC SAINT REMY) est autorisé à exploiter 44,26 ha (parcelles ZD8/10 - ZM16/17/18/19, ZM 21 (1,86 ha sur les 4,50ha composant la parcelle) à Chambley - ZD17 à Puxieux) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CUNY Jean Marie (GAEC SAINT REMY).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CUNY Jean Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PUXIEUX - CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley Bussièrès

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'EARL DU DUCHE composée de Messieurs JAMIN Dominique et Cédric est autorisée à exploiter 44,39 ha (parcelles ZD8/10 - ZM19/21 à Chambley) conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL DU DUCHE (Messieurs JAMIN Dominique et Cédric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs JAMIN Dominique et Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fléville Lixières - Les Baroches

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Monsieur LEJEUNE Christophe est autorisé à exploiter 92,26 ha (parcelles ZA16 - ZB 8/10/21/22 - ZC6 - ZD 42 - ZE68/109/112 - ZH24/88/89/100 - ZI 7/8/22/34 - ZK5/20 à Fléville Lixières - AA31 - ZD 50 - ZI 14/22 - ZK15/27/41 - ZM7/8 à les Baroches) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LEJEUNE Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LEJEUNE Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLEVILLE LIXIERES - LES BAROCHES pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haraucourt - Varangéville - Sommerviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Monsieur LEROY-GARNIER Jérôme est autorisé à exploiter 11,32 ha (parcelles AB46/111/112/129/130/385 - AC251 - AI 376/382 - AP170 à Haraucourt - ZI28 à Varangéville - A16 - B64/139/177/180 à Sommerviller) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur LEROY-GARNIER Jérôme n'est pas autorisé à exploiter 9,21 ha (parcelles ZC1022/1024/1026 - YC1005 à Haraucourt) objets de sa demande.

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur LEROY-GARNIER Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LEROY-GARNIER Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HARAUCOURT - VARANGÉVILLE - SOMMERVILLER pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haraucourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Le GAEC de la Tour Romane composé de Messieurs MAIRE Jérôme et François est autorisé sous réserve d'installation de Bertrand MAIRE avant le 31 décembre 2008 à exploiter 9,21 ha (parcelles ZC1022/1024/1026 - YC1005 à Haraucourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Tour Romane (Messieurs MAIRE Jérôme et François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MAIRE Jérôme et François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'HARAUCOURT pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Seranville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Monsieur Daniel MALGLAIVE (GAEC du BOIRET) est autorisé à exploiter 0,85 ha (parcelle A51 à Seranville) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur Daniel MALGLAIVE (GAEC du Boiret).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur Daniel MALGLAIVE, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SERANVILLE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Seranville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Monsieur COLIN Gérard (EARL DE L'AVEDEUYE) est autorisé à exploiter 0,85 ha (parcelle ZD 21 à Seranville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur COLIN Gérard (EARL DE L'AVEDEUYE) n'est pas autorisé à exploiter 3,15 ha (parcelles ZD 22/36 à Seranville, propriétés de Mme SIMONIN).

**Art. 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Gérard (EARL DE L'AVEDEUYE).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERANVILLE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gerbéviller**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL de Chemin Bois composée de Monsieur SIMONIN Jean Luc est autorisée à exploiter 2.35 ha (parcelles ZB 1/5/47 à Gerbéviller) conformément à la demande qu'elle a déposée.

L'EARL de Chemin Bois composée de Monsieur SIMONIN Jean Luc n'est pas autorisée à exploiter 4.09 ha (parcelle ZB 28 à Gerbéviller, propriété de Ms et Mesdames VALANTIN).

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Chemin Bois (Monsieur SIMONIN Jean Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIMONIN Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GERBEVILLER pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Seranville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur GENAY Thierry est autorisé à exploiter 2,88 ha (parcelles ZA 70 et ZC 33 à Seranville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GENAY Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GENAY Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERANVILLE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL BARBIER composée de Messieurs BARBIER Jérôme et Pascal est autorisée à exploiter 7,25 ha (parcelles A256 B116/117/118/163 - ZB73 - ZC8 à Flainval) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL BARBIER (Messieurs BARBIER Jérôme et Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BARBIER Jérôme et Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FLAINVAL pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dombasle sur Meurthe - Flainval**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL BARBIER composée de Messieurs BARBIER Jérôme et Pascal est autorisée à exploiter 76,53 ha dont les parcelles communales B115 et B172 de Flainval conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL BARBIER (Messieurs BARBIER Jérôme et Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BARBIER Jérôme et Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMBASLE SUR MEURTHER - FLAINVAL pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC DES CAPRINES composé de Messieurs BOURDON Samuel et Pierre est autorisé à exploiter 4,36 ha (parcelles B164 à 169 à Flainval) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES CAPRINES (Messieurs BOURDON Samuel et Pierre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BOURDON Samuel et Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FLAINVAL pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame BERGE Francine n'est pas autorisée à exploiter 15,78 ha (parcelles B115/118/163/166/169/172 à Flainval).

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BERGE Francine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mamey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur PERRIN Sébastien est autorisé à exploiter 36,88 ha (parcelles ZC 6/7/9/13/20 - ZD10/11/82/83 à Mamey) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PERRIN Sébastien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PERRIN Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MAMEY pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloef**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur JACQUET Geoffrey n'est pas autorisé à exploiter 57,85 ha (parcelles ZA 1/2/3/38/40/41 - ZB6/7/16/19/20 - ZC11/13/14/17 - ZD7/8/9/10/11/39/40/58 à Laloeuf).

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACQUET Geoffrey, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LALOEUF pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC du Moulin composé de Messieurs VALLANCE Francis et Jean Sébastien est autorisé à exploiter 7,21 ha (parcelles ZB4 - ZE33 - ZH13/14 à Selaincourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Moulin (Messieurs VALLANCE Francis et Jean Sébastien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs VALLANCE Francis et Jean Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SELAINCOURT pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vroncourt - Forcelles Saint Gorgon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur MARTIN Michael est autorisé à exploiter 1,51 ha (parcelles ZD31 à Forcelle Saint Gorgon, Y 22 à Vroncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARTIN Michael.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARTIN Michael, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VRONCOURT - FORCELLES SAINT GORGON pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Forcelles Saint Gorgon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur MERLIN Michel est autorisé à exploiter 2,47 ha (parcelles ZB 9/11/12 - ZD 34 à Forcelles Saint Gorgon) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MERLIN Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MERLIN Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - FORCELLES SAINT GORGON pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ormes & Ville - Benney

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Madame GRANDDIDIER Virginie est autorisée à exploiter 11,65 ha (parcelles ZM17 à Benney - B206/524/536/537 - ZA53/55/64 - ZB5 - ZD51 - ZH 13 à Ormes et Ville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GRANDDIDIER Virginie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GRANDDIDIER Virginie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ORMES & VILLE - BENNEY pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hablainville - Pettonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC des Merisiers composé de Messieurs MARCHAL Denis et Fabien, LIBAIRE François est autorisé à exploiter 121,16 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des Merisiers (Messieurs MARCHAL Denis et Fabien, LIBAIRE François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MARCHAL Denis et Fabien, LIBAIRE François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HABLAINVILLE - PETTONVILLE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crusnes - Serrouville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL de Passigny composée de Monsieur LEGENDRE Christophe est autorisée à exploiter 1,55 ha (parcelles ZD130/135 à Crusnes - AB93 à Serrouville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de Passigny (Monsieur LEGENDRE Christophe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LEGENDRE Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CRUSNES - SERROUVILLE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rupt sur Othain - Grand Faily

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL DES AISEMENTS composée de Monsieur COLLIN Serge est autorisée à exploiter 5,08 ha (parcelles C649/650/653/666 - ZA32/43/84 - ZB79/80/81 - ZK10 à Grand Faily - ZA45/46/80/88 - ZB19 à Rupt sur Othain) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES AISEMENTS (Monsieur COLLIN Serge).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLLIN Serge, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - RUPT SUR OTHAIN - GRAND FAILLY pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pierre la Treiche

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL de la Treiche composée de Messieurs VOSGIEN Bernard et Vincent est autorisée à exploiter 7,44 ha (parcelle A72 à Pierre La Treiche) conformément à la demande qu'elle a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Treiche (Messieurs VOSGIEN Bernard et Vincent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs VOSGIEN Bernard et Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PIERRE LA TREICHE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ecrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur MAXEY Patrick est autorisé à exploiter 5,26 ha (parcelles AL288 à 298 à Ecrouves) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAXEY Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAXEY Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ECROUVES pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Moncel sur Seille

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le GAEC DES CENTS SOUCIS composé de Madame et Monsieur DUMARTHERAY Brigitte et Laurent est autorisé à exploiter 11,29 ha (parcelles ZA 62/73 à Moncel sur Seille) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES CENTS SOUCIS (Madame, Monsieur DUMARTHERAY Brigitte et Laurent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur DUMARTHERAY Brigitte et Laurent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MONCEL SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Leyr

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur Jacques BARROYER est autorisé à exploiter 8,68 ha (parcelles ZL 69/70 - ZO 55 à Leyr) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur Jacques BARROYER.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur Jacques BARROYER, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LEYR pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Drouville - Maixe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'EARL CELTIAN composée de Madame et Monsieur BURTIN Céline et Christian est autorisée à exploiter 5,5 ha (parcelles ZB 48 et ZD12 à Drouville - ZI 5 à Maixe) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL CELTIAN (Madame, Monsieur BURTIN Céline et Christian).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur BURTIN Céline et Christian, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DROUVILLE - MAIXE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Glonville - Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur MAIRE Bernard est autorisé à exploiter 7,78 ha (parcelles B190/193 à 197/247 à Baccarat - B 760/761/769/770/776/777/778/781/785/787/788/790/791/793/911/912 à Glonville) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAIRE Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAIRE Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - GLONVILLE - BACCARAT pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chanteheux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur BONHOMME Jean Claude est autorisé à exploiter 26,73 ha (parcelle AZ 14 à Chanteheux) conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BONHOMME Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une

ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BONHOMME Jean Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CHANTEHEUX pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre en Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL des NEFLIERS composée de Monsieur BESANCON Lionel est autorisée à exploiter 6,7 ha (parcelles C259 /482 - ZE7 à Domevre en Haye) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des NEFLIERS (Monsieur BESANCON Lionel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BESANCON Lionel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMEVRE EN HAYE pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pont à Mousson - Montauville - Aingeray

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC de la Croix de la Vanne composé de Messieurs BEAUCOURT Nicolas et GUILLAUME Yohan est autorisé à exploiter 82,34 ha dont les terrains communaux d'Aingeray (parcelles ZB21/192/243) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Croix de la Vanne (Messieurs BEAUCOURT Nicolas et GUILLAUME Yohan).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BEAUCOURT Nicolas et GUILLAUME Yohan, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PONT A MOUSSON - MONTAUVILLE - AINGERAY pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vennezey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL de la Côte composée de Messieurs LAURENT Jean François et Michel est autorisée à exploiter 38,97 ha (parcelles ZD 38 - ZH17/18/31/32 à Vennezey) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Côte (Messieurs LAURENT Jean François et Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LAURENT Jean François et Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VENNEZEY pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau Lixières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : L'Indivision MANGEONJEAN -MERCIER représentée par M. MANGEONJEAN Antoine est autorisée à exploiter conformément à la demande qu'elle a déposée jusqu'au 31 mars 2008.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'Indivision MANGEONJEAN -MERCIER.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Indivision MANGEONJEAN -MERCIER, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEAU LIXIERES pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

#### Extrait de la décision du 19 mars 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saizerais

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC SAINT AMAND composé de Messieurs BEAU Pascal et Bernard est autorisé à exploiter 25,41 ha (parcelles ZC14/18/19/20/46 - ZB11/12/50/51/69/73/74/76 à Saizerais) sous réserve de l'installation de Charles Beau avant le 31 décembre 2007, conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC SAINT AMAND (Messieurs BEAU Pascal et Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BEAU Pascal et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAIZERAIS pour affichage.

Nancy, le 19 mars 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :*

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

Service environnement - eau

#### Extrait de l'arrêté du 16 février 2007 fixant des prescriptions dans le cadre de travaux d'assainissement collectif soumis au régime de déclaration par le syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère à Faulx et Malleloy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

##### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : objet

Récépissé de déclaration est donné au président du syndicat intercommunal du Val de Mauchère concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées de Faulx et Malleloy et d'une station d'épuration, à Faulx, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 modifié du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO5 - Déclaration ;

5.2.0. (2°) - Déversoir d'orage situé sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5 - Déclaration.

Art. 2 : situation et nature des travaux

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après. Ils consistent principalement en :

- la restructuration du réseau de collecte afin d'améliorer le taux de collecte en atteignant 80% minimum et diminuer le taux de dilution pour atteindre un taux de 100% ;
- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 2 000 équivalents - habitants (120 kg/j de DBO5) et de débit maximum 1 200 m3/j sur le territoire de Faulx (parcelles 72, 73, 74 Section ZC numérotation

après remembrement) ; l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé de filtres plantés de roseaux comprenant successivement :

- \* un ouvrage de comptage en entrée du type canal venturi,
- \* un dégrilleur manuel (entrefer 40 mm),
- \* un dégrilleur automatique (entrefer 15 mm) muni d'un by-pass,
- \* un poste de relèvement,
- \* un premier étage de macrophytes (3 casiers de 900 m2 chacun),
- \* un poste de pompage vers le second étage,
- \* un deuxième étage de macrophytes (2 casiers de 900 m2 chacun),
- \* un canal de comptage,

Le rejet des eaux traitées s'effectuera dans la Mauchère par l'intermédiaire d'une conduite d'évacuation munie d'un clapet anti-retour ;

- l'aménagement de trois déversoirs d'orage sur les réseaux d'égout situés comme suit :

Déversoir d'orage	Localisation	Milieu récepteur	Charge (en équivalent-habitants)
DO 1	Croisement rue de Nivoy et avenue Théophile Brichon	Mauchère	1 060
DO 2	Extrémité Est de la rue Saint Nicolas	Mauchère	240
DO 3	La Sablonnière, terrain voie ferrée	Mauchère	650
PR 1	Ouvrage d'épuration vers l'étage 1	Mauchère	2 000
PR 2	Ouvrage d'épuration vers l'étage 2	Mauchère	2 000

- Il est prévu un épandage des boues en agriculture.

#### Art. 3 : prescriptions

Le bénéficiaire de l'autorisation devra se conformer aux prescriptions mentionnées dans l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau. Cet arrêté est annexé au présent arrêté.

Il devra également se conformer aux prescriptions spécifiques suivantes :

#### 3.1 Prescriptions sur le traitement des eaux usées

- Respecter les rendements de l'ouvrage d'épuration et concentrations du rejet des eaux épurées suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	90 %	20 mg/l
DCO	80 %	75 mg/l
NH4 <sup>+</sup>	70 %	15 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

- Procéder à l'auto-surveillance du fonctionnement des installations selon les fréquences suivantes :

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

Le pétitionnaire devra mettre en place des dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval en canal ouvert et de préleveurs d'échantillons automatiques asservis au débit pour l'eau usée à l'entrée de la station et l'eau épurée avant rejet.

Au minimum, ce suivi doit respecter la fréquence des analyses suivantes :

Paramètre	Débit	DBO <sub>5</sub>	DCO	NH4 <sup>+</sup>	MES
Fréquence annuelle des mesures	365	4	12	4 (1)	12

(1) Analyses effectuées de juin à septembre

(2) Quantité de matières sèches

- Tenir un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau comportant les éléments objets de ce paragraphe 3.1 à 3.3. Le pétitionnaire rédige et tient à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Il dresse un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adresse aux services nommés ci-avant.

- En cas d'alimentation en eau potable de la station d'épuration par le réseau communal, les installations ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre des phénomènes de retour d'eau et donc une pollution du réseau public.

#### 3.2 Prescriptions sur les déversoirs d'orage et postes de refoulement

Sur les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 et 600 kg de DBO<sub>5</sub> par jour, le pétitionnaire estime les périodes de déversement et les débits rejetés.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux trop-plein des postes de relèvement de l'ouvrage d'épuration.

#### 3.3 Prescriptions sur le réseau de collecte

Le pétitionnaire réalise le suivi du réseau de canalisations et tient à jour le plan de son réseau et de ses branchements.

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son réseau de collecte et de sa fiabilité.

Le pétitionnaire tient à jour les conventions de déversement prévues à l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

#### 3.4 Prescriptions sur le suivi du milieu

Un suivi de la qualité de la Mauchère après travaux de la station d'épuration sera effectué par la collectivité durant une période de cinq années.

Le suivi sera effectué sur les points de prélèvements, définis en accord avec le service de police de l'eau, comprenant :

- un point amont dans la Mauchère en amont du rejet de la station d'épuration ;
- un point central dans la Mauchère au niveau du rejet de la station d'épuration ;

- un point aval dans la Mauchère en aval du rejet de la station d'épuration.

Ces points devront faire l'objet d'analyses :

- sur les paramètres Température, pH, Oxygène dissous, DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NH4 ;
- la fréquence de ces analyses est fixée à une fois durant la période de juin à septembre et une fois durant la période d'octobre à mai ;
- ces analyses sur le milieu devront être réalisées concomitamment avec une analyse d'autosurveillance du traitement des eaux usées ;
- un point dit « point zéro » devra être réalisé avant la mise en fonctionnement de l'ouvrage d'épuration.

Si au terme de ce suivi, les résultats probants sur la qualité de la Mauchère ne sont pas obtenus, le service police de l'eau se réserve la possibilité de proposer un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

#### 3.5 Prescriptions sur le contrôle inopiné des installations, des effluents et du milieu récepteur

Le pétitionnaire tiendra à la disposition des autorités compétentes les pièces nécessaires à la connaissance des ouvrages et à leur mode de fonctionnement permettant de justifier que les opérations ont été réalisées conformément au dossier de demande d'autorisation.

Les agents des services chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le Service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service ou de façon inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le pétitionnaire supportera les frais de ces analyses et prélèvements. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

A titre indicatif, le nombre de contrôles à la charge du pétitionnaire ne devrait pas excéder trois par an, sauf dans le cas où les conditions techniques imposées dans le présent arrêté ne seraient pas respectées.

#### 3.6 Prescriptions sur la gestion des boues

Le pétitionnaire devra présenter, sous délai d'un an avant les premiers épandages, un projet d'élimination des boues produites.

#### 3.7 Prescriptions sur les événements exceptionnels et incidents

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

#### Art. 4 : modification des ouvrages

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 modifié du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure.

#### Art. 5 : validité de l'arrêté

Le présent récépissé sera caduc que si les travaux ne sont pas commencés dans un délai de 18 mois à partir de la date de notification du présent arrêté.

Le présent arrêté est délivré à une durée de validité de 10 ans. Le pétitionnaire devra présenter un nouveau dossier au minimum six mois avant la fin de l'échéance en intégrant les résultats de l'étude sur la Mauchère.

#### Art. 6 : droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Art. 7 : recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

#### Art. 8 : exécution et publication de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes de Faulx et Malleloy, à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, à la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse, au Conseil Général (service eau-environnement).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Faulx et Malleloy.

Nancy, le 16 février 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

*L'arrêté ministériel annexé au présent arrêté est consultable à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, à la préfecture (direction du développement durable et des politiques interministérielles, bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement) et en mairies de Faulx et Malleloy.*

#### Extrait de l'arrêté relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la communauté urbaine du grand Nancy soumis au régime de l'autorisation

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

#### Art. 1<sup>er</sup> : objet de la demande

L'autorisation assortie des prescriptions particulières est donnée à la communauté urbaine du grand Nancy concernant l'épandage des boues issues de sa station d'épuration de traitement des eaux usées.

Les installations, ouvrages, travaux et activités sont répertoriés dans la rubrique de la nomenclature annexe au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, suivante :

2.1.3.0. Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (Autorisation) ; Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.

Caractérisation de la station

Capacité : 650 000 équivalent habitants

Mode de traitement : biologique avec traitement physico-chimique du phosphore

Tonnage annuel maximum de boues : 3 600 t MS

Traitement des boues : centrifugation, puis séchage thermique pour une partie d'entre elles

Stockage des boues : décentralisé

Plan d'épandage

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le plan d'épandage présenté dans l'étude de valorisation agricole des boues de la station de la communauté urbaine du grand Nancy, référencée CE/E2137/1A59/06/020 du bureau d'études Agro Développement.

La liste, la cartographie des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

**Art. 2 :** pratiques d'épandage

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum. En cas de situation exceptionnelle, il pourra être de deux ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et de boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

L'enfouissement devra être réalisé dans la mesure du possible moins de vingt quatre heures après les épandages et en respectant impérativement le délai maximum de quarante huit heures.

L'épandage sur parcelles en herbe ou autres cultures non destinées à retournement immédiat est interdit.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

Les prestataires réalisant l'épandage devront être tenus contractuellement au respect d'un cahier des charges techniques précis, rappelant l'ensemble des contraintes réglementaires.

**Art. 3 :** stockage

Les boues déshydratées et séchées seront stockées sur trois sites aménagés, type stockage à plat, sur les communes de Bures, Bathélemont-les-Bauzemont et Lanfroicourt.

Le principe retenu est celui des casiers étanches et indépendants regroupés par site. Chaque casier est situé sur un socle d'argile compactée, les talus de séparation étant eux aussi constitués d'argile, et peut contenir environ 850 tonnes de boues.

L'indépendance des casiers permet d'assurer la traçabilité de chaque lot de boues.

La traçabilité est renforcée par la tenue d'un registre de stockage permettant de localiser les bennes dépotées.

Les eaux résiduelles seront quantifiées et analysées. En fonction des analyses, elles seront soit épandues, soit traitées en station d'épuration, après validation du choix par la D.D.A.F. et la D.D.A.S.S.. En cas d'épandage, les apports dus à l'eau épandue seront intégrés dans le calcul des doses de boues à épandre.

La production annuelle maximale est de l'ordre de 13.000 tonnes, la capacité de stockage à prévoir est donc de 26.000 tonnes. Compte-tenu de la capacité de stockage d'un casier, il est nécessaire d'aménager 30 casiers.

La capacité de stockage des différents sites est la suivante :

Bathélemont-les-Bauzemont	= 1.700 tonnes
Bures	= 17.000 tonnes
Lanfroicourt	= 5.100 tonnes

**Art. 4 :** modalités de surveillance

Les boues

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	36	18
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	36	18
Composés traces métalliques	18	9

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche)
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

Les sols

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

Le registre d'épandage

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (direction départementale de l'agriculture et de la forêt) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998 joint en annexe.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

Le prévisionnel et le bilan agronomique

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet.

**Art. 5 :** problématique nickel

Les parcelles inscrites dans le tableau suivant présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la communauté urbaine du grand Nancy met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (en annexe au présent arrêté).

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le conseil supérieur d'hygiène publique de France requis sur ce thème.

Pour chacune de ces parcelles, les points de prélèvement de référence sont référencés dans le tableau en coordonnées Lambert II étendu.

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible (DTPA) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

Parcelle	Commune d'implantation	Coordonnées du point de prélèvement	
		X	Y
Be 04	Laneuveville-devant-Bayon	891.10	2391.69
Be 05b	Laneuveville-devant-Bayon	890.68	2392.49
Be 06	Lemainville	884.29	2397.27
CI 03	Lebeuville	888.41	2388.31
CI 04	Vaudeville	887.91	2390.134
CI 06	Griport	888.47	2386.92
R 01	Drouville	899.40	2414.40
		899.65	2421.30
R 15Rb	Réméréville	898.99	2421.14
R 17Rb	Réméréville	898.70	2421.15
R 27Rb	Réméréville	897.50	2418.60
M 02	Bures	910.97	2419.69
J 01	Repaix	930.28	2411.92
J 02	Igney	931.65	2413.53
T 05	Sornéville	900.90	2424.050
Do 14	Bouxières-aux-Chênes	892.226	2427.65
Mu 05a	Bouxières-aux-Chênes	889.25	2427.47
Mu 05b	Leyr	889.33	2427.90
Mu 07	Bouxières-aux-Chênes	890.07	2427.26

Cas particulier de la parcelle Do 14

Le pH de la parcelle Do 14 étant inférieur à 6, les risques de disponibilité du Nickel sont élevés. La parcelle Do 14 ne pourra être épandue qu'à compter du moment où un chaulage aura été réalisé et qu'une nouvelle analyse sur le Nickel total, le Nickel DTPA et le pH ait confirmé une évolution favorable de ces paramètres.

**Art. 6 :** filière alternative

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront mises en décharge de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

**Art. 7 :** conventions

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

**Art. 8 :** abrogation

La présente autorisation abroge les arrêtés préfectoraux du 13 juillet 2000, du 26 novembre 2001, 23 décembre 2002 et 11 septembre 2003, ainsi que le courrier modificatif du 16 janvier 2006.

**Art. 9 :** recours

La présente décision ne pourra être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)



**Art. 10 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Art. 11 : exécution et publication de l'arrêté**

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
  - le président de la communauté urbaine du grand Nancy,
  - les maires des communes de Arracourt, Armaucourt, Bathelemont-les-Bauzemont, Bouxieres-aux-Chênes, Brouville, Bures, Crevechamps, Drouville, Erbeville-sur-Amezule, Ferrières, Gélacourt, Grippont, Hénaménil, Hériménil, Igney, Laneuveville-devant-Bayon, Lanfroicourt, Lebeuville, Lemainville, Leyr, Neuville-sur-Moselle, Rechicourt-la-Petite, Reméréville, Repaix, Saffais, Sornéville, Vaudeville, Xermaménil, Xousse,
  - le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
  - la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
  - le chef du service de la navigation du nord est,
  - et pour information à :
  - la mission de recyclage agricole des déchets de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle
  - le chef de brigade départementale du conseil supérieur de la pêche et de la protection des milieux aquatiques.
- Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies susvisées.
- Nancy, le 29 mars 2007
- Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**PROPOSITION DE SUIVI DE LA QUALITE DES SOLS  
ET DE LA QUALITE DES CULTURES**

De manière à assurer un minimum de risques de transfert du nickel vers les cultures et les produits alimentaires, nous proposons un suivi spécifique des parcelles et des cultures selon les modalités suivantes :

**1. Suivi des teneurs dans le sol**

Réalisation d'une nouvelle mesure du nickel total, du nickel extrait au DTPA, ainsi que de la valeur pH au même point 0 défini par ses coordonnées Lambert :

- après le premier épandage, pour vérifier l'effet de ce dernier sur la biodisponibilité du nickel ;
- puis tous les deux épandages afin de suivre l'évolution de comportement du nickel sur la parcelle.

**2. Suivi des teneurs dans les végétaux**

Réalisation d'analyses en nickel total sur les végétaux cultivés, après chaque épandage sur la parcelle.

Le prélèvement de végétaux sera réalisé au point 0, caractérisé par ses coordonnées Lambert.

Seules les parties consommées seront prélevées (16 prélèvement manuels homogénéisés puis échantillonnés, pris au hasard dans un rayon de 7,50 m autour d'un point central).

**PARCELLES D'EPANDAGE DE BOUE DE LA STATION DE  
COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

Parcelle	Département	Commune	Lieu dit	Coordonnées cadastres	surface totale (ha)	surface épan-dable (ha)
Ba 01	54	LEYR	Les tiers	C 121	8,3	8,3
Ba 02	54	LEYR	clospéré	C 240 à 282	9	9
Ba 08	54	LEYR	montant de paires	E 241 à 293	6,6	6,6
Ba 09	54	LEYR	grand champs	B 108 à 127	13	13
Ba 10	54	LEYR	au benbois	B 179 à 243	3	3
B 01	54	HERIMENIL	les grenouilles	ZB 24, 176, 178, 179, 182, 183	7	5,88
B 03	54	XERMAMENIL	haut rayeux	ZH 22, 23	2,5	2,5
B 04	54	HERIMENIL	les hiers	ZA92, 93	1,34	1,26
B 05	54	HERIMENIL	les hiers	ZA 90	1,06	0,95
B 08	54	HERIMENIL	coin du bois brulé	ZB 109,110	1,49	1,49
B 09	54	HERIMENIL	les hiers	ZA 96	2,28	2,28
B 10	54	HERIMENIL	les hiers	ZA 114	0,42	0,42
B 13	54	HERIMENIL	pendée du ruisseau	ZB 116,118	1,65	1,65
B 14a	54	XERMAMENIL	haut rayeux	ZH 25, 26	5,4	5,4
B 14b	54	XERMAMENIL	haut rayeux	ZC 40, 41	3,69	3,69
B 15a	54	HERIMENIL	l'épine	ZC 42, 43	2,08	2,08
B 15b	54	XERMAMENIL	l'épine	ZH 67	1,08	1,08
B 17	54	XERMAMENIL	sur les étangs	ZH47	5,92	5,92
B 18	54	XERMAMENIL	sur les étangs	ZH 51	4,11	4,11
B 20	54	HERIMENIL	les raillys	ZC 61, 62	7,91	7,91
B 34	54	XERMAMENIL		ZH 35, 38, 39	4,26	4,26

Bg 28	54	LANFROICOURT BOUXIERES AUX CHENES ARMACOURT	patis des vaches	AD 1, 2 / ZL 12 / ZM 17	21,98	21,47
Be 02	54	CREVECHAMPS	haut de la grève	ZD 28, 34(a+b+c)	8,88	8,88
Be 04	54	LA NEUVEVILLE DEVANT BAYON	haut des combes	ZD 10 (j+k)	7,25	7,25
Be 05a	54	LA NEUVEVILLE DEVANT BAYON	le gris bois	ZC 102 (j+k), 103 (j+k), 104 (j+k)	11,48	11,48
Be 05b	54	LA NEUVEVILLE DEVANT BAYON	le gris bois	ZC 9	12,52	12,52
Be 06	54	LEMAINVILLE	le chatelet	ZD 10 (aj+ak+b), 105 (j+k), 106 (j+k)	7,45	7,45
Be 09	54	LA NEUVEVILLE DEVANT BAYON	Le Pré Bonnet	ZA 21, 23 (j+k+l), 27, 28(j+k), ZH 11, AA 5	35,1	35,1
Be 11	54	NEUVILLER SUR MOSELLE		C 503	1,22	1,22
Be 19	54	NEUVILLER SUR MOSELLE		C 505	0,68	0,68
Cl 01	54	LEBEUVILLE	hautombois	ZH 39, 41, 42, 43	15	4,1
Cl 02	54	LEBEUVILLE	cote des aviaux	ZH 40, 44	4,2	4,2
Cl 03	54	LEBEUVILLE	la haie simonin	ZI 45	9,4	9,4
Cl 04	54	VAUDEVILLE	haut bois	ZL 14, 15, 16	5,35	5,35
Cl 05	54	GRIPPORT	bleusse	ZC 7, 8	4,7	4,7
Cl 06	54	GRIPPORT	les rappes	ZH 1	6,1	6,1
C 02	54	BOUXIERES AUX CHENES	quercigny	ZL 8 (partie)	24,25	22,93
C 03	54	LANFROICOURT	la souche aux chènes	AD 5, 6, 10 (partie)	51,54	47,78
C 04	54	LANFROICOURT BOUXIERES AUX CHENES	nanan prés	AD18 / ZM 12	7,5	6,38
C 11	54	LANFROICOURT	la haute cote	AD 10, 12	48,45	45,31
C 12	54	LANFROICOURT	7 chènes	AD 3	11,19	11,19
D 01	54	BATHELMONT LES BAUZEMONT	le braheux	ZC 4 à 9	16,42	10,56
D 02	54	BATHELMONT LES BAUZEMONT	bois de la forêt	ZC 12 à 15	45,05	45,05
D 03	54	BATHELMONT LES BAUZEMONT	bois de la forêt	ZD 19, 20, 21, 22, 25	25,21	25,21
D 04	54	BATHELMONT LES BAUZEMONT	la fourasse	ZD 1, 2, 15, 16	41,42	39,09
D 21	54	BATHELMONT LES BAUZEMONT	la chatte	ZH 1,3	15,75	15,42
Do 11	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZN 41, 43	10	8,27
Do 12	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZN 39, 40	9,92	9,92
Do 13	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZN 23, 30, 31, 32	4,05	4,05
Do 14	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZM 29, 30	10	8,81
Do 17	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZK 19 à 22	4,49	4,02
Do 18	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZK 42 à 44	8,67	8,67
Do 19	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZK 46 à 48	5,85	5,22
Do 31	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZK 63, 265	2,05	1,79
Do 62	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZI 14	6,67	5,28
Do 63	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZI 12	8,03	6,89
He 07	54	GELACOURT	sur beaupré	ZB 99	1,55	1,55
He 10	54	BROUVILLE	la prele	C 1006 à 1011	2,27	2,27
He 11a	54	BROUVILLE	poteau	C 8, 9	0,92	0,92
He 11b	54	BROUVILLE	poteau	C 5,6	0,44	0,44
He 13a	54	GELACOURT	la ladière	ZA 78 à 79, ZA 86 (partie)	3,57	3,13
He 13b	54	GELACOURT	nadaval	D 64,65, 67 à 71, 77, ZA 75,76	3,24	2,85
He 15	54	GELACOURT	sur voyemas	ZA 30,31	0,67	0,67
He 16	54	GELACOURT	roben mater	ZA 153	2,24	2,24
He 17	54	GELACOURT	sur nadaval	ZA 13,14	1,06	1,06
He 19	54	GELACOURT	grande corvée	ZA 63, 64	1,65	1,65
He 19 b	54	GELACOURT	la bergerie	ZA 36	2,77	2,77
He 38	54	BROUVILLE		C 13	0,16	0,16
He 39	54	BROUVILLE		C 23, 24	0,39	0,39
He 45	54	BROUVILLE		C 957	0,3	0,3

Hu 31	54	ARRACOURT		ZE 62, ZN 11 à 14	12,73	7,05
Hu 33	54	ARRACOURT		ZC 9, 10	8,09	5,21
Hu 34	54	ARRACOURT		ZD 38, 39	6,24	6,24
Hu 35	54	ARRACOURT		ZE 12, 13, 15, 137 à 144	12,29	11,23
Hu 36	54	ARRACOURT		ZD 33, ZH 9	15,76	15,76
Hu 37	54	ARRACOURT		ZI 31 à 33	7,29	6,07
Hu 38	54	ARRACOURT		ZI 59	7,67	7,11
Ju 01	54	REPAIX	la grande basse	ZE 7,17	25	22,5
Ju 02	54	IGNEY	la bergerie 2	ZB 109,110	23	23
Ju 04	54	IGNEY		ZD 13, 18,25	27	25
K 01	54	ARRACOURT	grande corvée	ZI 62	10	10
K 02	54	ARRACOURT	moulin de vaudrecourt	ZI 62	6	6
K 03	54	ARRACOURT	vassimont	X 81	5,7	5,7
K 04	54	ARRACOURT	fontaine des vassieux	X 89	10	10
K 05	54	ARRACOURT	la core	X 89	10	10
K 07	54	ARRACOURT	haut du rondiot	X 108, ZK 1	7	7
K 08	54	ARRACOURT	haut du rondiot	X 89	15	15
K 09	54	ARRACOURT	derrière vadrecourt	X 89	12	11,2
K 10	54	ARRACOURT	derrière vadrecourt	X 58	4,5	4,5
K 11	54	ARRACOURT	haut du rondiot	X 58	11	11
K 13	54	ARRACOURT	devant le bois de crevic	X 89	3	2,2
M 01	54	BURES	le bois richy	ZA 13,14	40,84	40,84
M 02	54	BURES	grands champs	ZA 27,28	66,8	66,8
M 03	54	BURES	la Maix	ZA 17,18	1,86	1,86
M 04a	54	BURES	la Maix	ZH 50 à 53, ZA 31 à 24	25,02	25,02
M 04b	54	BURES	la Maix	ZE 12	29,07	24,72
M 04c	54	BURES	la Maix	ZE 13	25,12	23,34
M 04d	54	BURES	corvée du paradis	ZE 21	3,19	3,19
M 05	54	RECHICOURT LA PETITE		ZA 21	15	15
Me 01	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT	le sauvoir	ZB 15	20,5	17,66
Me 02	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT	les crampants	ZE 35	33,64	31,45
Me 03	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT	la bergere	ZE 28(j+k), YA 1,2	14,58	12,25
Me 04	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT	la charmilly	ZB 7, ZA 1,6,19	32	29,07
Me 05	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT	le grabois	ZA 1,2,19	6,5	6,5
Me 06	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT	St Martin	ZA 1,13 à 18	21	21
Me 08	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT		ZA 20	1,28	1,28
Me 09	54	BATHELEMONT LES BAUZEMONT		ZH 8	2,69	2,69
Mu 01	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZE 36	3,5	3,5
Mu 02	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZE 42 à 47,49	16,45	16,45
Mu 04	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZK 6 à 11	19,65	16,58
Mu 05a	54	BOUXIERES AUX CHENES		B 112; ZH 4, 6 à 8, 37	37,26	36,47
Mu 05b	54	LEYN		C 500, 501, 504,525,526, 532,533,534	13,74	13,74
Mu 06	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZI 15,16	6,24	5,45
Mu 07	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZK 1,2,4	9,49	5,87
Mu 10	54	LEYN		ZP 57	10	10
Mu 12	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZN 11 à 13	10	10
Mu 14	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZI 17 à 19	7,91	7,91
Mu 15	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZL 5	7,33	6,63
Mu 20	54	BOUXIERES AUX CHENES		ZP 35,68,69	12,5	12,5
Mu 27	54	BOUXIERES AUX CHENES		AK 259,260 AL 67, 68, 69,71,72,74 ZP61,70,71,72	6	5,28
N 12	54	XOUSSE	pré godin	ZA 4	5,37	4,98

N 13	54	XOUSSE	grands champs	ZC 52,53	3	2,55
R 01	54	DROUVILLE	remme sur pré	ZH 53 à 58	17,1	17,1
R 02	54	DROUVILLE	courat	ZI 53,54	12,72	12,72
R 03	54	DROUVILLE	basse de bures	ZH 29	2,91	2,91
R 06	54	BURES	la Maix	ZB 13,19,20 ZC 7(partie)	24,03	20,18
R 08	54	BURES HENAMENIL	basse de faulx	ZD 15 ZE 2	12,78	12,78
R 15Rb	54	REMEREVILLE	haut du halloy	ZI 1	60,78	60,78
R 17Rb	54	REMEREVILLE ERBEVILLER SUR AMEZULE	pièce de la tuilerie	ZE 9 YA 18,19,22a24, 30a33, ZE 11a13	49,81	46,61
R 24	54	FERRIERES		B 1,2	1,55	1,55
R 25	54	FERRIERES		B 29	3,16	3,16
R 27Rb	54	REMEREVILLE	au dessus des vignes	H 302, ZA 11,15 à 17	33,61	23,68
R 28	54	FERRIERES	au roseau	F11	3,1	3,1
R 29	54	FERRIERES	au dessus des bagardes	B 77,78,79	3,5	3,5
R 30	54	FERRIERES	aux prairies	F 106 à 110	2,28	2,28
R 32	54	FERRIERES	haute fête	B 34,35	5,12	5,12
R 33	54	FERRIERES	fontenelle	B 45,46	3,37	2,76
R 34	54	FERRIERES	au poncey embanie	B 9,10	5,59	5,59
R 36	54	FERRIERES SAFFAIS	au poncey	B 51 ZD 11	2,68	1,9
R 37	54	FERRIERES	au dessus des vignes	B 51	3,28	2,6
R 38	54	FERRIERES	haut du faux	F 15,16,17 ZD 31 B 81,82,83	1,68	1,68
R 39	54	FERRIERES			4,5	4,5
R 41	54	SAFFAIS	la goutte tiquesin	C 39,40,41	4,14	4,14
T 03	54	SORNEVILLE	la fosse	ZE 107	4	4
T 04	54	SORNEVILLE	les bulets	ZE 106	12	12
T 05	54	SORNEVILLE	le haut du grandvillers	ZC 12 à 15	20,35	19,7
T 07	54	SORNEVILLE	le cloître	ZE 64	3,61	3,6
T 08	54	SORNEVILLE	le cloître	ZB 11,12	2	2
T 09	54	SORNEVILLE	la bique	ZB 7	5,7	5,7
T 10	54	SORNEVILLE	le chene la grande basse	ZD 19,20,23	13,6	13,6
T 11	54	SORNEVILLE		ZC 42,45	6	6
T 12	54	SORNEVILLE	les carres	ZC 17,28	4	4
T 13	54	SORNEVILLE	les friches	ZE 57,59	8	6
T 14	54	SORNEVILLE	la couniere	B 587 à 637	5	5
T 15	54	SORNEVILLE	la forasse	ZD 65,66	2,5	2,5
T 16	54	SORNEVILLE		ZD 43,44	3	3

## POINT DE PRELEVEMENT POUR LES ANALYSES DE SOL

Référence de l'îlot	Coordonnées Lambert II étendu	
	X	Y
Ba 02	889.76	2429.17
Ba 09	889.68	2430.88
B 01	907.76	2404.72
B 17	907.82	2402.79
B 20	A définir	
Bg 28	891.67	2429.67
	891.79	2429.62
Be 04	891.10	2391.69
Be 05b	890.68	2392.49
Be 06	884.30	2397.27
	889.69	2393.33
Be 09	Deuxième point à définir	
CI 03	888.41	2388.31
CI 04	887.91	2390.13
CI 06	888.47	2386.92
C 02	891.38	2428.37

	892.011	2429.89
	891.81	2429.88
C 03	891.77	2428.97
C 04	892.05	2428.31
	892.20	2428.59
C 11	892.53	2429.50
D 01	909.15	2418.60
	908.93	2419.25
D 02	909.30	2419.37
D 03	A définir	
	909.55	2418.79
D 04	A définir	
D 21	907.45	2418.31
Do 11	891.27	2426.62
Do 14	892.23	2427.65
Do 19	890.52	2427.02
Do 63	890.28	2428.03
He 13b	924.80	2396.30
He 19 b	925.03	2397.01
Hu 31	909.31	2423.22
Hu 33	907.78	2423.59
Hu 36	907.58	2420.90
Hu 38	908.85	2421.29
Ju 01	930.28	2411.92
Ju 02	931.65	2413.53
Ju 04	930.19	2412.20
K 01	908.65	2421.36
K 05	908.68	2420.59
K 07	909.64	2420.38
K 09	909.26	2421.17
M 01	910.56	2419.76
	911.09	2419.74
	910.97	2419.69
	911.50	2420.16
M 02	911.50	2420.47
	911.51	2419.22
M 04a	911.57	2418.48
	911.65	2418.48
M 04b	911.50	2418.94
	911.02	2418.78
M 04c	911.05	2418.89
M 05	911.70	2421.95
Me 01	908.60	2419.66
Me 02	908.11	2417.76
Me 03	908.32	2417.48
	908.26	2419.24
Me 04	908.65	2419.32
Me 06	907.72	2419.17
Mu 02	888.55	2427.71
Mu 04	890.27	2427.55
Mu 05a	889.25	2427.47
Mu 05b	889.33	2427.90
Mu 07	890.07	2427.26
Mu 12	889.93	2429.08
Mu 20	887.68	2424.34
Mu 27	887.61	2424.90
R 01	899.40	2414.40
R 02	899.40	2415.20
R 06	912.60	2420.18
R 08	A définir	
	899.65	2421.30
	899.25	2421.52
R 15Rb	898.99	2421.14
R 17Rb	898.70	2421.15

	A définir	
	897.50	2418.60
R 27Rb	A définir	
R 28	891.24	2401.98
R 29	892.70	2403.30
R 32	892.33	2403.46
R 36	893.10	2403.91
R 41	892.59	2402.13
T 05	900.90	2424.05
T 10	900.40	2423.55
T 11	900.96	2423.79
T 13	899.50	2423.10

*Service forêt, environnement et développement rural*

**Extrait de la décision du 27 février 2007 portant autorisation de transport et d'exposition d'espèces animales naturalisées non domestiques**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**D E C I D E**

Art. 1<sup>er</sup> - Le responsable du service des collections du muséum-aquarium de Nancy est autorisé à transporter du muséum-aquarium de Nancy à destination du musée de l'histoire du fer de Nancy-Jarville, et à exposer dans ce musée au titre de l'exposition "de fer et de peau, animal et travail" qui se tiendra du 3 mars au 2 mai 2007 et qui concernera tout public, les spécimens d'animaux non domestiques naturalisés portés dans la liste ci-annexée.

Art. 2 - Le responsable du service des collections du musée-aquarium de Nancy devra préciser aux services de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, les dates de transport de la collection.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des services vétérinaires, le directeur du muséum-aquarium de Nancy, le directeur du musée de l'histoire du fer de Nancy-Jarville et le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 27 février 2007 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*L'annexe 1 relative à l'identification des spécimens est consultable à la DDAF.*

**Extrait de l'arrêté du 8 mars 2007 suspendant l'exercice de la chasse sur le territoire soumis à l'action de chasse de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-devant-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> - L'exercice de la chasse est suspendu sur tout le territoire soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-devant-Nancy.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le président de la fédération départementale des chasseurs et le maire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au directeur de l'agence nord, délégué départemental de l'office national des forêts, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et à M. MOUREAU François, président de l'ACCA de Laneuveville-devant-Nancy.

Nancy, le 8 mars 2007 Le préfet,  
Claude BALAND

**Direction départementale des services vétérinaires**

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/028 du 19 mars 2007 attribuant un mandat sanitaire spécialisé au docteur Alain MAYER à Vouziers (08)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire spécialisé prévu à l'article L221-11 du code rural est attribué dans le cadre du schéma génétique Pen ar Lan à :

Dr Alain MAYER,  
Docteur Vétérinaire  
5 B rue du chemin Sablé  
08400 VOUZIERES

pour l'élevage de porcs suivant : GAEC DES HAUTS DE HURLEVENT à REVEMONT (54)

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies collectives des animaux concernant des élevages d'intérêt génétique particulier ainsi que des élevages d'espèces particulières déterminées par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture.

**Art. 4** - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/07/SA/030 du 29 mars 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur Olivier NUELLENS à Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Olivier NUELLENS,  
Docteur Vétérinaire  
82 bis rue du camp  
54700 PONT A MOUSSON

**Art. 2** - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

**Art. 3** - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Art. 4** - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

**Direction des services fiscaux**

**Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Port-sur-Seille**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de PORT-SUR-SEILLE, à partir du 15 mars 2007.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2** - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

**Art. 3** - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

**Art. 4** - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de PORT-SUR-SEILLE ainsi qu'au directeur des services fiscaux et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté du 14 mars 2007 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Vandières**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de VANDIERES, à partir du 6 avril 2007.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2** - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

**Art. 3** - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères. En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

**Art. 4** - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

**Art. 5** - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de VANDIERES ainsi qu'au directeur des services fiscaux et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté du 13 mars 2007 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Fléville-devant-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de FLEVILLE-DEVANT-NANCY est fixée au 9 avril 2007.

**Art. 2** - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune de FLEVILLE-DEVANT-NANCY, ainsi qu'au directeur des services fiscaux et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mars 2007

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.21 du 29 novembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Heillecourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La SARL Jardin Maison et Compagnie, sise 11 allée des grands pâquis à Heillecourt, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Assistance informatique et Internet ;
- Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;
- Gardiennage et surveillance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

**Art. 2** - Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SARL Jardin Maison et Compagnie s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.22 du 29 novembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** - La SARL Optimath, sise 4 rue Piroux à Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Soutien scolaire ;
  - Cours au domicile de personnes âgées de moins de 60 ans, de personnes non handicapées et non dépendantes.
- Mode d'intervention : Mandataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

**Art. 2** - Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SARL Optimath s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

**Art. 3** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 29 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.23 du 12 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Pulnoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - La SARL La Main Verte, sise 8 allée des bonnetons à Pulnoy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Petits travaux de jardinage.
- Mode d'intervention : Prestataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 - Le présent agrément est valable cinq ans.

Il est valable pour l'établissement sis 7 rue Jean Gabin à Maizières-lès-Metz (57280).

La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SARL La Main Verte s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 12 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.24 du 12 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - L'association L'Esprit Tranquille - DGEF, sise 131 bis rue du petit arbois à Laxou, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;
- Préparation à domicile des repas, y compris le temps passé aux commissions ;
- Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;
- Gardiennage et surveillance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 - Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association L'Esprit Tranquille - DGEF s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 - Le présent agrément est valable pour l'établissement suivant :

- L'Esprit Tranquille-DGEF - antenne de Longwy - 34 avenue de saintignon - 54 400 Longwy-Bas

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 12 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.25 du 12 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - L'entreprise individuelle Consaid à Domicile, sise 17 rue Laurent Bonnevey à Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Soutien scolaire ;
- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.
- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 - Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'entreprise individuelle Consaid à Domicile s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution

de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 12 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.26 du 21 décembre 2006 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Vandoeuvre**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - L'association intermédiaire Ecoval, sise 17 rue Victor Basch à Vandoeuvre, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage ;
- Prestations de petit bricolage ;
- Garde à domicile d'enfants de plus de trois ans ;
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux domestiques, pour les personnes dépendantes ;
- Gardiennage et surveillance temporaire, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

- Mode d'intervention : Prêt de main d'œuvre.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 - Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association intermédiaire Ecoval s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 21 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-2.54.8 2 décembre 2006 portant agrément qualité d'un organisme de services à la personne à Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> - L'association L'Esprit Tranquille - DGEF, sise 131 bis rue du petit arbois à Laxou, est agréée qualité pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Garde à domicile d'enfants de moins de trois ans ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et au transport de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, acte de la vie courante).

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

- Zone d'intervention : Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 - Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'association L'Esprit Tranquille - DGEF s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 - Le présent agrément est valable pour l'établissement suivant :

- L'Esprit Tranquille-DGEF - antenne de Longwy - 34 avenue de saintignon - 54 400 Longwy-Bas

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Nancy, le 2 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté du 19 mars 2007 fixant la liste des conseillers du salarié de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

## ARRONDISSEMENT DE BRIEY

M. BERG André - C.G.T.

16 rue Pasteur - 54150 ANOUX  
Sidérurgiste EUROPIE  
06.88.53.80.22

M. BILLIAUX Michel - C.G.T.

13 rue de Nancy - 54800  
CONFLANS-JARNY  
Agent S.N.C.F.  
03.82.33.24.22 / 03.82.33.60.09

M. CAYRE Claude - F.O.

11 rue des Vosges - 54400 LONGWY  
Sidérurgiste  
03.82.23.17.49

M. CORDELLA Robert - Union locale  
C.G.T.

132 rue de Metz - 54400 LONGWY  
Retraité  
03.82.23.45.10 / 03.82.24.30.48

M. DEBRA Frédéric - Union déptale  
C.F.T.C.

13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. GAILLARD Michel - C.F.D.T.

8 rue Jules Ferry - 54800 JOUAVILLE  
Retraité  
03.82.33.51.58 / 03.82.33.05.20

M. GUGUMUS Yves - C.F.D.T.

80 rue de Liège - 54350 MONT-  
SAINT-MARTIN  
Invalide sidérurgie  
03.82.23.91.47 / 03.82.24.38.64

M. KENDZISKY Laurent - U.D.  
C.F.T.C.

13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. MAURY Claude - F.O.

2 rue des tunnels - 54310  
HOMECOURT  
Retraité  
03.82.22.64.77

M. PANOT René - C.F.D.T.

5 rue Victor Hugo - 54150  
NORROY-LE-SEC  
Retraité  
03.82.33.05.20

M. ROCHE Jean-Pierre - C.F.D.T.

35 avenue Charles de Gaulle -  
54910 VALLEROY  
Retraité  
03.82.46.39.26 / 03.82.33.05.20

M. SAINT MARD Pierre - C.F.D.T.

24 rue Belle Faye - 54260  
LONGUYON  
Retraité  
03.82.26.57.93 / 03.82.24.38.64

Mme THIEBAUT Marie-Thérèse -  
U.L. C.F.D.T.

9 rue du col. Merlin - 54400 LONGWY  
Euro conseillère C.F.D.T.  
03.82.24.38.64

## ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE

M. CHRIST Patrick - C.G.T.

7 rue de la vieille muraille - 54300  
LUNEVILLE  
Cuisinier de collectivité  
06.32.17.57.61

M. HASLLER Denis - Union déptale  
C.F.D.T.

20 rue des glaciés - BP 32240  
54022 NANCY Cedex  
La Poste  
03.83.39.45.01

Mme PUTEGNAT Marie-Claire - F.O.

1 route de Baccarat - 54122  
AZERAILLES  
Ouvrière faïencerie  
06.15.43.91.89

## ARRONDISSEMENT DE NANCY

M. ALTMEYER Jean-François -

C.F.E./C.G.C.

La Maisonnariaie - 14 rue du Breuil  
- 54180 HEILLECOURT  
Cadre administratif chargé de mission  
03.83.59.80.54 / 06.89.82.80.94

M. BERNEDE Joel - C.F.D.T.

10, 5<sup>e</sup> avenue - 54680 CRUSNES  
Sans emploi  
03.82.26.30.42

M. CANNONE Georges - C.G.T.

1 rue des Pivoines  
54800 CONFLANS-EN-JARNISY  
Ouvrier chez UNIBETON  
03.87.51.91.90 / 03.82.33.60.09

Mme CIPRIETTI Brigitte - F.O.

48 rue Douchy - 54440  
HERSERANGE  
Electronique 06.75.81.13.88

M. CUVIER Michel - C.F.D.T.

5 Quartier Bachot - 54800 VILLE  
SUR YRON  
Retraité  
03.82.33.93.11 / 03.82.33.05.20

M. DESTEFANIS Eric - C.G.T.

75 rue des tilleuls - 54800 JARNY  
Ouvrier chez Croisées & Profils  
03.82.20.84.66 / 03.82.33.60.09

M. GUARISCO Christian -

C.F.E./C.G.C.  
37 rue de la Ferme - HEUMONT  
54430 REHON  
Métallurgie 03.82.24.80.57

M. JUBERT Alain - C.G.T.

1 rue du Pont - 54730 GORCY  
Sans emploi  
03.82.26.85.38

M. LAIDIE Pierre - C.F.D.T.

4 rue du Québec - 54260 LONGWY  
Sidérurgie  
03.82.39.46.37 / 03.82.24.38.64

M. MOUGIN Christophe - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. PIPOLI Samuel - Union

départementale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. RODRIGUES Mario - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. SIBILLE Didier - F.O.

28 rue Jean-Paul Sartre - 54800  
JARNY  
Ouvrier automobile  
06.30.55.49.38

M. WATRIN Maurice - C.G.T.

15 rue Pasteur - 54150 ANOUX  
Métallurgiste EDCHA  
06.71.63.86.92

M. DORNSTETTER Gérard - F.O.

10 rue de Sarrebourg - 54300  
LUNEVILLE  
retraité  
03.83.74.53.15

M. MULLER Pierre - C.F.E./C.G.C.

« La maison de brique » - 54300  
LUNEVILLE  
Cadre en horticulture  
03.83.72.65.37

M. ATTENONT Hubert - Union

déptale C.F.D.T.

20 rue des glaciés - BP 32240 -  
54022 NANCY Cedex  
I.N.R.S.  
03.83.39.45.01

M. BARTHEL Marc - C.G.T.

45 bât. Les primevères - rue du 8  
mai 1945  
54390 FROUARD  
Sidérurgiste chez SOLLAC  
06.81.96.51.58

Mme BOGE Monique - F.O.

41 bis rue de Réménauville - 54000  
NANCY  
ADAPA  
03.83.37.16.21

M. CAMBIER Guy - F.O.

13 allée Barras, BI - 54630  
RICHARDMENIL  
Educateur  
03.83.52.94.34 / 06.63.48.72.72

M. CIUPEK Dominique - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. CONRAT Jacques - C.F.E./C.G.C.

3 rue Boyard - 54230 NEUVES-  
MAISONS  
Ingénieur sidérurgie retraité  
03.83.47.36.10 / 06.81.26.91.69

M. DROUHOT Claude - F.O.

8 rue des Orfèvres - 54140  
JARVILLE  
Agent S.N.C.F.  
06.14.19.86.42

M. DURAND Philippe - Union déptale  
C.F.T.C.

13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. FAIQ Rahim - C.G.T.

15 rue de la Seille - 54320  
MAXEVILLE  
Psycho-pédagogue ESAF 54  
03.83.97.03.16

M. FLECHON Yves - Union déptale

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. GODENIR Jacques - C.G.T.

3 rue Jean-Philippe Rameau -  
54140 JARVILLE  
Métallurgiste  
03.83.38.42.11

M. JACQUE Frédéric - Union déptale

C.F.D.T.  
20 rue des glaciés - BP 32240 -  
54022 NANCY Cedex  
Permanent syndical  
03.83.39.45.01

M. LACOUR Marc - C.G.T.

24 rue du Camp - 54700 PONT A  
MOUSSON  
Employé  
03.83.30.13.10 / 03.83.83.21.18

M. LATAILLE Thierry - Union déptale

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. MANGIN Philippe - Union déptale

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. MERIKHI Salah - Union déptale

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. OLRV Gervais - Union

départementale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. PERNET Philippe - C.F.D.T.

17 rue de l'abbaye de Clairlieu -  
54600 VILLERS-lès-NANCY  
Chauffeur de bus  
03.83.37.79.11 / 06.77.78.73.34

Mme ROBERT Marylou - Union

déptale C.F.D.T.  
20 rue des glaciés - BP 32240 -  
54022 NANCY Cedex  
Retraîtée  
03.83.39.45.01

M. BIRON Christian - Union déptale

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts  
54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. BOUGHSAS Mohamed - F.O.

25 Chemin du Champs Fays -  
54700 PONT A MOUSSON  
Métallurgiste  
03.83.83.19.85 / 03.83.80.66.14

M. CHIRIO Jean-Jacques - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. CHEVALME Gilbert - C.G.T.

Bât Provence entrée 4 - Cité les  
Provincines - 54520 LAXOU  
Vendeur-préparateur FACEN  
06.11.25.35.32

M. DEMOISSON André - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.36.47.24

M. DRUGEON Jean-François - C.G.T.

6 bis quai de la Bataille - 54000  
NANCY  
Employé ASSÉDIC  
03.83.18.43.52

M. EINSWEILLER Marc -

C.F.E./C.G.C.  
8 ruelle du Bas du village -  
54710 FLEVILLE DT NANCY  
Ingénieur service après-vente  
06.85.91.47.84

Mme FEISTHAMMEL Malika - U.D.

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Melle FOERST Christelle - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. JACQUES Jean-Michel - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. KNEPPERT Marc - C.F.D.T.

8 rue des épicéas - 54280  
SEICHAMPS  
Chargé d'études  
03.83.29.06.39

Mme LACROIX Angélique - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.36.47.24

Mme LOUVION Annie France - U.D.

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. MERIKHI Nadir - Union déptale

C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mme NOIRET Mireille - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. PARISEL Patrick - CGT

14 rue Joliot Curie -  
résidence « pervenches » entrée A  
54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU  
Transport  
06.83.75.12.11 / 03.83.72.01.08

Mme RAVEY Dominique - Union

déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mme ROUSSEAU Maryse - C.F.D.T.

6 rue Antoine Lavocat - 54250  
CHAMPIGNEULLES  
Agent Administratif  
03.83.38.03.83 / 03.83.59.53.56  
06.80.75.92.50

M. RUEFF Alain - C.F.E./C.G.C.  
21 rue Drouin - 54000 NANCY  
Pré-retraité secteur VRP-  
commerce  
03.83.32.88.58

M. THIRIET Dominique - Union  
déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. UHL Jean-Pierre - Union déptale  
C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

M. VIARD Daniel - C.F.E./C.G.C.  
10 rue du général de Gaulle -  
54121 VANDIERES  
Agent de maîtrise P.A.M. St-Gobain  
03.83.82.67.08 / 03.83.80.64.68

M. VIOLET Michel - C.F.E./C.G.C.  
68 rue du Fbg Saint Phlin -  
54510 ART SUR MEURTHE  
Transport  
03.83.51.35.80

ARRONDISSEMENT DE TOUL  
M. BOUBEKEUR Karim - C.G.T.  
23 rue des Jeux  
54570 FOUG  
Métallurgiste Pont-à-Mousson  
06.99.34.21.38

Art. 2 : La durée de leur mandat est fixée jusqu'au 30 juin 2007.

Art. 3 : leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe-et-Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

Art. 4 : L'arrêté du 05 janvier 2004 est abrogé.

Art. 5 : La liste prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés dans chaque section d'inspection du travail, chaque subdivision d'inspection du travail des transports, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy le 19 mars 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

### Inspection académique de Meurthe-et-Moselle

#### Extrait de l'arrêté du 12 mars 2007 relatif au calendrier dérogatoire 2007-2008

L'inspecteur d'académie,  
Directeur des services départementaux de l'éducation nationale,

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Les dates retenues pour le calendrier scolaire dérogatoire - année scolaire 2007-2008 concernant les écoles maternelles et élémentaires sont fixées comme suit :

#### - RENTREE 2007

Pré-rentree Enseignants lundi 27 août 2007 matin  
Rentree Elèves mardi 28 août 2007 matin  
- TOUSSAINT du samedi 27 octobre 2007 après la classe  
au mercredi 7 novembre 2007 matin  
- NOEL du samedi 22 décembre 2007 après la classe  
au lundi 7 janvier 2008 matin  
- HIVER du mercredi 20 février 2008 après la classe  
au lundi 3 mars 2008 matin  
- PRINTEMPS du samedi 12 avril 2008 après la classe  
au lundi 28 avril 2008 matin

- ETE Elèves - Enseignants vendredi 11 juillet 2008 après la classe.

Art. 2 : Ce calendrier dérogatoire est applicable pour l'année scolaire 2007-2008 aux écoles maternelles et élémentaires dont l'organisation du temps scolaire est dérogatoire au dispositif du calendrier national.

Art. 3 : Le calendrier dérogatoire s'applique de la façon suivante :

a) pour les écoles maternelles de LAXOU, ainsi que PIERREPONT et BEUVEILLE qui fonctionnent sur 8 demi-journées sur 4 jours :

LAXOU : . maternelle "Victor Hugo"  
. maternelle "Louis Pasteur"  
. maternelle "Emile Zola"  
. maternelle "Louis Pergaud"  
. maternelle "Albert Schweitzer"

PIERPONT : primaire

RPI BEUVEILLE : primaire

b) pour les écoles élémentaires de LAXOU qui fonctionnent sur 9 demi-journées dont le mercredi matin :

LAXOU : . élémentaire "Victor Hugo"  
. élémentaire "Louis Pasteur"  
. élémentaire "Emile Zola"  
. élémentaire "Louis Pergaud"  
. élémentaire "Albert Schweitzer"

selon les dispositions de l'article 1.

M. TERNARD Jacques - C.F.D.T.  
236 avenue de Boufflers - 54000  
NANCY  
retraité banque  
03.83.98.22.20 / 03.83.37.79.01  
06.71.68.70.96

M. TREGUIER Patrick - C.G.T.  
Lots de Paloze - 54110  
HARAUCCOURT  
Mineur Salins du Midi  
06.07.42.66.85

M. VELU Robert - F.O.  
31bis Cottage Beauséjour -  
54230 CHAVIGNY  
Retraité (entreprise Bernard)  
03.83.47.16.08

M. VIGNERON Thierry - C.G.T.  
14 rue des Ecoles  
54520 CHAMPIGNEULLES  
Agent de sécurité SECURITAS  
06.83.15.81.91

Mme VUITTON Elisabeth - F.O.  
69 rue de la commanderie  
54000 NANCY  
Educatrice  
06.30.92.80.60

Les écoles a) et b) travailleront les mercredis 7 novembre 2007 et 20 février 2008 au matin.

Art. 4 : Le calendrier dérogatoire unique départemental est établi selon les principes suivants :

- avancée de la pré-rentree des enseignants au lundi 27 août 2007
- avancée de la rentrée des élèves au mardi 28 août 2007
- recul de la sortie des élèves au vendredi 11 juillet 2008 après la classe
- récupération de 2 journées et 1 matinée sur les congés d'hiver en début de ceux-ci
- absence de récupération horaire sur les mercredis après-midis et les samedis matins.

Art. 5 : La secrétaire générale de l'inspection académique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 mars 2007

L'inspecteur d'académie,  
Directeur des services départementaux de l'éducation nationale,  
Claude BISSON-VAIVRE

### Service de la navigation du Nord-Est Service juridique

#### Extrait de l'arrêté du 23 janvier 2007 relatif à la sécurité des zones situées à l'amont et à l'aval des écluses et barrages et autres ouvrages, et y interdisant toute présence non autorisée

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> - Dans le département de la Meurthe-et-Moselle, sur la rivière Moselle, sur le canal de l'Est Branche Sud, sur le canal de la Marne au Rhin y compris l'embranchement de NANCY, d'une manière générale, il est interdit à toutes personnes non autorisées, y compris aux pêcheurs, de naviguer (sauf pour les bâtiments faisant route au droit des écluses), stationner, circuler (même à pied) sur l'ensemble du domaine public fluvial terrestre et en eau relatif aux écluses et barrages dans la zone délimitée comme suit pour chaque ouvrage :

- 50 m à l'amont, comptés à partir des portes amont ou des bouchures,
- 50 m à l'aval, comptés à partir des portes aval ou des bouchures,
- à l'exclusion des chemins de halage ou de service et des ouvrages en superposition de gestion, compte tenu de leur fonction et des mesures spécifiques de sécurité prévues dans les conventions de superposition de gestion.

Art. 2 - Des dispositions plus contraignantes concernant l'interdiction mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> sont prises pour certains ouvrages conformément au tableau ci-dessous

Ouvrages	Aval	Amont
Barrages de : Aingeray	300 m	150 m
Chaudenay	300 m	150 m
Villey-le-sec	300 m	150 m
Barrages mobiles de : Pompey-Frouard PK 347.750	50 m	420 m
Pompey PK 345.300	50 m	200 m
du Liégeot PK 336.350	50 m	200 m
de Pont-à-Mousson PK 325.500	50 m	200 m
Seuils fixes de : Vandières PK 319.300	50 m	200 m
Blénod (propriété EDF PK 332.400	50 m	200 m
Custines PK 343.200	50 m	200 m
Flavigny	100 m	100 m
Embranchement de Nancy-écluse 5 de Richardmémil	Intégralité du cheminement bétonné parallèle à la RD 115, en rive droite de l'écluse 5 de Richardmémil	

à l'exclusion des chemins de halage ou de service et des ouvrages en superposition de gestion, compte tenu de leur fonction et des mesures spécifiques de sécurité prévues dans les conventions de superposition de gestion.

Art. 3 - Le présent arrêté abroge l'arrêté du 22 juillet 2005.

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de TOUL, le sous-préfet de LUNEVILLE, le directeur départemental de la sécurité publique de la Meurthe-et-Moselle, le colonel commandant de groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, les responsables des subdivisions de la navigation de NANCY, TOUL et PONT-A-MOUSSON, représentant le chef du service de la navigation du Nord-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 janvier 2007

Le préfet,  
Claude BALAND

### Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

#### Extrait de la décision du 6 février 2007 relative à la mise en œuvre d'un traitement informatique concernant la liquidation et la mise en paiement du revenu minimum d'insertion

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> - Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé contenant de nouvelles données à caractère personnel destiné à la liquidation du revenu minimum d'insertion institué par la loi n° 88-1088 du 1<sup>er</sup> décembre 1988 sus-visée.

Art. 2 - Les nouvelles catégories d'informations à caractère personnel traitées sont notamment les suivantes :

- La situation familiale (avec précision de la date de début de la situation familiale),
- L'identification du conjoint : nom, prénom, date de naissance, NIR,

- La situation professionnelle : date de début d'activité du responsable du dossier, date de début d'activité du conjoint,
- L'adresse : date d'emménagement à l'adresse principale de l'allocataire, indication sans domicile fixe,
- Date de mutation entrée, organisme cédant et identifiant du bénéficiaire dans l'organisme cédant,
- Date de mutation sortie,
- Date de dépôt du dossier,
- Type d'intéressement à la reprise d'activité.

Par ailleurs, certaines de ces données feront l'objet de statistiques anonymisées.

Elles sont conservées sur les sites informatiques des Caisses de Mutualité Sociale Agricole jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle se situe la dernière échéance de versement des prestations.

**Art. 3** - Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont le Président du Conseil général du département, l'organisme instructeur de la demande, la Commission Locale d'Insertion, les Présidents des Centres communaux d'action sociale, l'organisme d'affiliation à l'assurance maladie et éventuellement les organismes débiteurs d'avantages légaux, réglementaires ou conventionnels se substituant au Revenu minimum d'insertion.

**Art. 4** - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la caisse départementale ou pluri-départementale de Mutualité Sociale Agricole dont elle relève.

En revanche, l'intéressé ne peut s'opposer à l'utilisation des données le concernant dans le cadre de ce traitement dans la mesure où il résulte d'une obligation légale.

**Art. 5** - Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et les directeurs des organismes de mutualité sociale agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Île-de-France.

Bagnolet, le 6 février 2007

Le directeur général de la caisse centrale  
de la mutualité sociale agricole,  
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de la décision ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse, Monsieur Jean-Marie GERARD.

Le droit d'accès, de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie GERARD.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 26 février 2007

Le directeur général,  
Jean-Marie GERARD

#### Extrait de la décision du 6 février 2007 relative à l'expérimentation de prévention dans le domaine bucco-dentaire et plus particulièrement axé sur l'état parodontal d'une partie de la population agricole

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

#### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup>** - Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement de données à caractère personnel. Ce traitement concerne la mise en œuvre, à titre expérimental, d'une action de prévention sur les maladies parodontales par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole du Morbihan, de la Vendée et de la Fédération des MSA des Côtes Normandes sur les départements suivants : Manche (50), Morbihan (56) et Vendée (85). Cette action est lancée auprès des ressortissants agricoles de ces départements qui sont dans la tranche d'âge des 30/50 ans. La participation à l'expérimentation repose sur le volontariat.

**Art. 2** - Les informations concernées par ce traitement sont :

- Données d'identification de l'assuré et/ou bénéficiaire (nom, prénom, sexe, date de naissance, adresse, numéro invariant)
- Numéro d'inscription au répertoire (NIR) de l'assuré et/ou bénéficiaire
- Code organisme assureur (MSA, GAMEX) et sous régime (salarié (ASA) ou exploitant (AMEXA))
- Critère géographique de rattachement à la CMSA : département
- Profession de l'assuré et/ou bénéficiaire
- Données de santé en matière bucco-dentaire
- Données relatives aux habitudes de vie et de comportement
- Données relatives au chirurgien-dentiste (numéro d'identification du praticien, relevé d'identité bancaire du chirurgien-dentiste)

**Art. 3** - Les destinataires de ces informations sont :

- le contrôle médical des caisses de Mutualité Sociale Agricole
- le service administratif des caisses de Mutualité Sociale Agricole
- la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA)

**Art. 4** - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne concernée par le présent traitement peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont elle relève.

Toute personne concernée par le traitement peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Bagnolet, le 6 février 2007

Le directeur général de la caisse centrale  
de la mutualité sociale agricole,  
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine est conforme aux dispositions de la décision ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur Général.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 5 mars 2007

Le directeur général,  
Jean-Marie GERARD

#### Ville de Maxéville

#### Extrait de l'arrêté du 10 janvier 2007 rendant exécutoire le règlement de publicité révisé

Le maire de Maxéville

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** - Modalités d'application

Les prescriptions particulières énoncées dans le présent arrêté viennent en complément des dispositions du Code de l'Environnement qui ne sont pas modifiées par le règlement communal de publicité.

**Art. 2** - Délimitation des zones de publicité

La commune de Maxéville, entrée nord de l'agglomération de Nancy présente la particularité de regrouper sur son territoire des infrastructures structurantes et donc un attrait important pour l'affichage publicitaire dans la mesure où ces axes offrent un vecteur de communication exceptionnel.

La concentration des dispositifs publicitaires sur ces axes amène à trouver une réglementation qui doit protéger le cadre de vie des riverains tout en conservant une animation modérée du paysage publicitaire.

Il est créé sur Maxéville cinq zones de publicité restreinte et une zone de publicité autorisée qui sont :

**ZPR 1** - Secteur couvrant l'ensemble de la commune dans ses espaces naturels, son tissu pavillonnaire et le centre ville, les berges du canal et de la Meurthe.

**ZPR 2** - Secteur de la rue Metz, site d'habitat et de commerce où il convient de protéger les vues sur la vallée de la Meurthe, du Canal et de privilégier les enseignes locales.

**ZPR 3** - Secteur couvrant les équipements de sports et de loisirs où l'implantation de dispositifs temporaires de publicité est permise.

**ZPR 4** - Secteurs à forte vocation d'activité, le parc St Jacques I et II sur le plateau et le secteur la Fayette entre Meurthe et canal.

**ZPR 5** - Emprise des terrains SNCF dans la traversée de MAXEVILLE, l'implantation de dispositifs publicitaires est permise sur des secteurs d'implantation déterminés

**ZPA 1** - Emprise SNCF comprise entre la limite nord de la commune et le panneau d'entrée d'agglomération

Ces zones sont délimitées sur un plan général annexé au règlement et des plans détaillés joints au règlement.

*Dispositions relatives à la publicité* : Les dispositifs devront faire l'objet d'un entretien régulier.

Les dispositifs constitués par des IPN sont interdits.

Les dispositifs publicitaires ou le mobilier urbain motorisés doivent être équipés afin d'éviter les nuisances sonores et les vibrations dues à la motorisation des différents dispositifs

L'éclairage mis en place pour illuminer les différents dispositifs devra être réglé de façon à ne pas occasionner de gêne pour le voisinage et le domaine public (orientation et intensité du flux lumineux).

En aucun cas, la publicité ne doit empiéter sur un motif d'angle ou autres motifs architecturaux.

La publicité apposée sur les dispositifs ne doit pas présenter d'ajout dans la partie supérieure, inférieure ou latérale du dispositif.

*Dispositifs portatifs* : les dispositifs portatifs ne doivent pas surplomber le domaine public, à l'exception de l'éclairage. La surface unitaire de publicité (face) est comprise entre 8 m<sup>2</sup> et 12 m<sup>2</sup>. Ils sont interdits à moins de 100 mètres, et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou sur les immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque, fixés par arrêté du Maire. Le dos d'un panneau simple face doit être traité par un aménagement décoratif.

*Dispositifs muraux* : la surface unitaire de publicité (face) est comprise entre 4 m<sup>2</sup> et 12 m<sup>2</sup>. Les dispositifs muraux devront être implantés à 0.25 mètre minimum des limites verticales du mur, et à 0.50 mètre minimum des planches de rives de la toiture. Les attaches du dispositif devront être invisibles sur le mur support.

Les dispositifs coulés ou reliant deux bâtiments sont interdits.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent après avis de l'Architecte des Bâtiments de France lorsqu'ils se trouvent à moins de 100 mètres, et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou sur les immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque, fixés par arrêté du Maire.

*Dispositifs sur clôture autre que palissade chantier* : la surface unitaire de publicité (face) est comprise entre 8 m<sup>2</sup> et 12 m<sup>2</sup>. Les dispositifs installés sur grilles ou clôtures non aveugles sont interdits ainsi que les clôtures aveugles autres que les murs.

Ils sont interdits à moins de 100 mètres, et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou sur les immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque, fixés par arrêté du Maire.

*Mobilier urbain* : seuls les mobiliers urbains définis au chapitre III du décret 80-923 du 21 novembre 1980 et faisant l'objet d'une convention avec les collectivités compétentes sont admis à recevoir de la publicité.



Dans les sites inscrits et à moins de 100 mètres, et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits dans l'inventaire supplémentaire ou sur les immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque, fixés par arrêté du Maire, la publicité sur le mobilier urbain présent ou futur telle que prévue au chapitre III du décret 80-923 est admise après avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

**Véhicules publicitaires :** la surface totale des publicités supportées par des véhicules est limitée à 16 m<sup>2</sup> (décret 82.764 du 6 septembre 1982).

**Dispositifs particuliers :** l'implantation des dispositifs publicitaires en relief (volumétrie, 3 D) devront faire l'objet d'une concertation avec la Ville de Maxéville.

**Affichage d'opinion et affichage culturel :** les dispositifs destinés à recevoir de l'affichage d'opinion ou de l'affichage culturel sont autorisés sur l'ensemble de la commune. Toutefois, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sera requis lorsqu'ils se trouvent à moins de 100 mètres, et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou sur les immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque, fixés par arrêté du Maire.

**Palissades de chantier :** la surface unitaire de publicité est limitée à 12 m<sup>2</sup>.

**Enseignes :** Les enseignes sont soumises à autorisation. Des dérogations aux règles ci-dessous pourront être accordées pour un projet pittoresque ou faisant état d'une recherche esthétique particulière.

**Position :** la base de l'enseigne drapeau devra se situer à plus de trois mètres au-dessus du trottoir (mesure verticale), et au moins à 50 centimètres en retrait de l'arrête du trottoir (mesure horizontale). Les enseignes drapeau ou bandeau ne devront pas être installées sur les toitures, les terrasses, les auvents, les marquises et les balcons, les enseignes en lettres découpées ne sont pas considérées comme des enseignes bandeau ou drapeau. L'enseigne sera placée sur le niveau par lequel on accède depuis l'extérieur au commerce. Toutefois, si la hauteur de ce rez-de-chaussée est insuffisante pour accueillir une enseigne drapeau dont la base est à plus de 3 mètres, un positionnement au premier étage sera envisagé. Elle devra de plus, se limiter latéralement à la surface commerciale.

**Nombre :** le nombre d'enseignes bandeau et drapeau sera accordé en fonction du linéaire de façade. Le nombre d'enseignes bandeau et drapeau est limité à 1 par face de bâtiment et par commerce sauf en cas de linéaire de façade supérieure à 10 mètres. Dans ce cas, la même enseigne pourra être installée par tranche de 10 mètres de linéaire de façade.

**Saillie :** la saillie maximale des enseignes par rapport au nu du mur du bâtiment qui la supporte sera de 90 cm dans les rues dont la largeur est inférieure à 10 mètres, de 1.10 mètres dans les rues de moins de 20 mètres et de 1.30 mètres dans les rues de plus de 20 mètres sauf dans les cas de projet particulièrement intéressants et originaux.

**Entretien :** l'enseigne doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

**Dépense :** l'enseigne devra être déposée dans un délai de trois mois suivant la cessation d'activité. Dans le cas contraire, elle sera enlevée d'office à l'initiative de la ville aux frais de la personne qui exerçait l'activité signalée.

**Format :** les enseignes traitées comme dispositifs portatifs auront une surface unitaire (face) limitée à 6 m<sup>2</sup>.

**Pré-enseignes :** Les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité et seront limitées à une surface unitaire de 1.50 m<sup>2</sup>. Les pré-enseignes temporaires doivent être conformes au décret 82-211 du 24 février 1982 notamment en son chapitre IV.

**Affichage sauvage :** Est considéré comme affichage sauvage ou inscription illicite :

- tout affichage ou inscription ne correspondant pas à une possibilité ou à une obligation légale,
- tout affichage ou inscription situé en dehors des supports autorisés,
- les graffiti,
- tout affichage apposé sur un support sans l'autorisation de son propriétaire.

#### ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°1

Cette zone couvre l'ensemble du territoire sensible de la commune, ces différents secteurs concernent des zones d'habitat du centre-ville et de pavillonnaires, des espaces boisés et naturels qui sont hors agglomération, des équipements de sports et de loisirs notamment les promenades en bord de canal et de la Meurthe ou des secteurs paysagers qu'il convient de protéger. De manière à ne pas porter atteinte à ces différents sites, la publicité est interdite et les enseignes réglementées.

#### Art. 1<sup>er</sup> : Dispositions relatives à la publicité

- 1.1. - Toute publicité est interdite sur l'étendue de la zone.
- 1.2. - Cette interdiction ne s'applique pas à la publicité apposée sur les palissades de chantier, ni sur les supports destinés à recevoir des informations à caractère général ou local apposées par la commune.
- 1.3. - La publicité sur mobilier urbain est admise
- 1.4. - Cette interdiction ne concerne pas non plus la réalisation de mur peint effectuée au titre de l'animation des murs pignons à condition que l'image ne comporte aucun caractère commercial autre que la raison sociale.

#### Art. 2 : Dispositions relatives aux enseignes

**Rappel : l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation.**

2.1. - L'autorisation d'installer une enseigne peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si l'enseigne, par sa situation, ses dimensions, son aspect extérieur, est de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2.2. - Il ne peut être autorisé pour chaque entreprise et activité signalée qu'une enseigne perpendiculaire à la façade principale et une enseigne apposée à plat sur la façade principale.

2.3. - Les chenilles lumineuses sont interdites.

2.4. - Les enseignes situées sur les toitures ou les terrasses en tenant lieu sont interdites. En aucun cas, les enseignes ne doivent s'élever au-dessus de la ligne d'égout de toiture ou de l'acrotère de la terrasse.

2.5. - Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne peuvent avoir une surface unitaire supérieure à 6 m<sup>2</sup>

2.6. - Les enseignes peintes sur la façade ne peuvent avoir une surface supérieure à 4 m<sup>2</sup>.

2.7. - Dans le cas d'enseignes situées perpendiculairement à la façade, le débord par rapport au nu de la façade ne doit pas dépasser 1 mètre et la hauteur de l'enseigne est limitée à 3 mètres sans excéder la sous-face du linteau des baies du premier étage.

#### Art. 3 : Dispositions relatives aux pré-enseignes

3.1. - Les pré-enseignes permanentes sont interdites.

3.2. - Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées une semaine avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées trois jours ouvrés après la manifestation ou l'opération (art. 16 décret 82.211 du 24 février 1982). Elles restent soumises aux dispositions définies par le code de l'environnement dans son chapitre VIII - Protection du cadre de vie

#### ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°2

Cette zone correspond à l'entrée nord du territoire de la commune. La rue de Metz qui traverse un secteur d'habitat et de commerce doit faire l'objet d'une réglementation qui doit préserver les habitations et ne pas compromettre les enseignes locales.

#### Art. 1<sup>er</sup> : Dispositions relatives à la publicité

1.1. - Il est autorisé un dispositif publicitaire scellé au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façades sur rue supérieur à 20 m.

1.2. - Les dispositifs muraux sont autorisés dans la limite de :

- un panneau limité à 8 m<sup>2</sup> par mur aveugle, si ce mur présente une surface d'un seul tenant visible du domaine public supérieure à 30 m<sup>2</sup>
- un panneau limité à 12 m<sup>2</sup> par mur aveugle, si ce mur présente une surface d'un seul tenant visible du domaine public supérieure à 50 m<sup>2</sup>.

Cette disposition s'applique sur les murs pignon de bâtiments d'habitation et d'activités.

Aucun dispositif mural ne pourra être implanté à moins de 5 m du point le plus proche d'une baie voisine et dans le champ de visibilité de cette baie.

1.3. - Cette interdiction ne s'applique pas à la publicité apposée sur les palissades de chantier ni sur les supports destinés à recevoir des informations à caractère général ou local apposées par la commune, ni, sous réserve des dispositions de l'article 3, aux pré-enseignes.

1.4. - La publicité sur mobilier urbain est admise.

1.5. - Cette interdiction ne concerne pas non plus la réalisation de mur peint effectuée au titre de l'animation des murs pignons à condition que l'image ne comporte aucun caractère commercial autre que la raison sociale.

#### Art. 2 : Dispositions relatives aux enseignes

**Rappel : l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation.**

2.1. - L'autorisation d'installer une enseigne peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si l'enseigne, par sa situation, ses dimensions, son aspect extérieur, est de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2.2. - Il ne peut être autorisé pour chaque entreprise et activité signalée qu'une enseigne perpendiculaire à la façade principale et une enseigne apposée à plat sur la façade principale.

2.3. - Les enseignes scellées au sol d'une surface supérieure à 8 m<sup>2</sup> seront soumises aux mêmes règles que les dispositifs publicitaires scellés au sol.

#### Art. 3 : Dispositions relatives aux pré-enseignes

3.1. - Les pré-enseignes permanentes scellées au sol sont interdites.

3.2. - Les pré-enseignes permanentes murales sont autorisées, elles sont soumises aux mêmes règles que les dispositifs publicitaires, leur surface ne pourra excéder 1,50 m<sup>2</sup>.

3.3. - Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées une semaine avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées trois jours ouvrés après la manifestation ou l'opération (art. 16 décret 82.211 du 24 février 1982). Elles restent soumises aux dispositions définies par le code de l'environnement dans son chapitre VIII - Protection du cadre de vie

#### ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°3

#### Art. 1<sup>er</sup> : Définition de la zone

La zone de publicité restreinte 3 couvre les équipements de sports et loisirs pour laquelle la mise en place d'éléments publicitaires temporaires participe à l'animation des manifestations.

#### Art. 2 : Dispositions relatives à la publicité

2.1. - Dispositifs portatifs : les dispositifs de ce type sont interdits.

2.2. - Dispositifs muraux : les dispositifs de ce type sont interdits.

2.3. - Dispositifs sur clôture autre que palissade de chantier : les dispositifs de ce type sont interdits.

2.4. - Le mobilier urbain : la publicité sur le mobilier urbain telle que prévue au chapitre III du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 et faisant l'objet d'une convention avec la ville est admise après avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur le mobilier qui la supporte.

Toutefois, en ce qui concerne les mobiliers urbains définis à l'article 24 du décret précité, la surface unitaire de publicité commerciale admise ne pourra excéder 2 m<sup>2</sup>.

2.5. - Les véhicules publicitaires : le passage des véhicules est interdit. Dans le cas de manifestation, le passage et le stationnement sera permis dans les mêmes conditions que les pré-enseignes temporaires.

2.6. - Panneaux de chantier : les dispositifs installés sur palissade de chantier sont interdits.

#### Art. 3 : Enseignes

##### 3.1. - Rappel

- les enseignes sont soumises à autorisation
- ne peuvent figurer sur une enseigne que la raison sociale, l'indication de l'activité ou, éventuellement, du principal produit fabriqué, et le nom de la ou des personnes exerçant cette activité.

#### Art. 4 : Pré-enseignes

Les pré-enseignes permanentes sont interdites.

Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées 3 jours avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées 1 jour ouvré au plus tard après la manifestation ou l'opération (art. 16 décret 82.211 du 24 février 1982). Elles restent soumises aux dispositions définies par le code de l'environnement dans son chapitre VIII - Protection du cadre de vie.

A l'intérieur des équipements de sports et de loisirs, les pré-enseignes sont autorisées dans les conditions suivantes :

- chaque pré-enseigne devra avoir un format maximum de 80 cm de hauteur et 150 cm de large.
- la hauteur maximale de l'implantation (dispositif compris) ne devra pas dépasser 1m dans sa partie la plus haute.

#### ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°4

Cette zone correspond à des secteurs à vocation économique forte :

- les secteurs St-Jacques 1 et 2 situés sur le plateau en bordure de l'autoroute qui sont des parcs d'activités récents ;
- le secteur Lafayette situé entre Meurthe et canal, c'est un secteur où l'habitat individuel et collectif, les activités commerciales et industrielles sont fortement mixés. La réglementation doit être adaptée à ce secteur particulier.

#### Art. 1<sup>er</sup> : Dispositions relatives à la publicité

1.1. - Il est autorisé un dispositif publicitaire scellé au sol sur les unités foncières présentant un linéaire de façade sur rue supérieur à :

- 50 mètres sur les secteurs St-Jacques 1 et 2
- 30 mètres sur le secteur Lafayette

1.2. - Les dispositifs muraux :

- sur les secteurs St-Jacques 1 et 2, ces dispositifs sont interdits
- sur le secteur Lafayette, ces dispositifs sont autorisés dans la limite de :
  - \* un panneau limité à 8 m<sup>2</sup> par mur aveugle, si ce mur présente une surface d'un seul tenant visible du domaine public supérieure à 30 m<sup>2</sup>
  - \* un panneau limité à 12 m<sup>2</sup> par mur aveugle, si ce mur présente une surface d'un seul tenant visible du domaine public supérieure à 50 m<sup>2</sup>

Ces dispositions s'appliquent sur les murs pignon de bâtiments d'habitation et d'activités.

- aucun dispositif mural ne pourra être implanté à moins de 5 mètres du point le plus proche d'une baie voisine et dans le champ de visibilité de cette baie.

1.3. - Cette interdiction ne s'applique pas à la publicité apposée sur les palissades de chantier, ni sur les supports destinés à recevoir des informations à caractère général ou local apposées par la commune ni, sous réserve des dispositions de l'article 3, aux pré-enseignes.

1.4. - La publicité sur mobilier urbain est admise.

1.5. - Cette interdiction ne concerne pas non plus la réalisation de mur peint effectuée au titre de l'animation des murs pignons à condition que l'image ne comporte aucun caractère commercial autre que la raison sociale.

#### Art. 2 : Dispositions relatives aux enseignes

*Rappel : l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation.*

2.1. - L'autorisation d'installer une enseigne peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si l'enseigne, par sa situation, ses dimensions, son aspect extérieur, est de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

2.2. - Par façade principale sur rue, il ne peut être autorisé pour chaque entreprise et activité signalée qu'une enseigne perpendiculaire et une enseigne apposée à plat.

2.3. - Sur le secteur Lafayette, les enseignes scellées au sol d'une surface supérieure à 8 m<sup>2</sup> seront soumises aux mêmes règles que les dispositifs publicitaires scellés au sol.

2.4. - Les drapeaux seront autorisés aux conditions suivantes :

- un seul drapeau pour les unités foncières de moins de 500 m<sup>2</sup> et par activité
- trois drapeaux maximum pour les unités foncières de plus de 500 m<sup>2</sup> et par activité
- la hauteur du support ne pourra dépasser 8 mètres

Sera considéré comme enseigne le drapeau ou son équivalent d'une surface intérieure à 6 m<sup>2</sup>, au-delà de cette surface le drapeau ou son équivalent sera considéré comme une publicité et traité comme telle.

#### Art. 3 : Dispositions relatives aux pré-enseignes

3.1. - les pré-enseignes sont autorisées, elles sont soumises aux mêmes règles que les dispositifs de publicité, la surface des dispositifs ne pourra être supérieure à 1, 50 m<sup>2</sup>.

3.2. - Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées une semaine avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées 3 jours ouvrés au plus tard après la manifestation ou l'opération (art. 16 décret 82.211 du 24 février 1982). Elles restent soumises aux dispositions définies par le code de l'environnement dans son chapitre VIII - Protection du cadre de vie.

#### ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE N°5

Définition de la zone

La zone de publicité couvre l'ensemble de l'emprise SNCF dans la traversée de Maxéville, les dispositifs publicitaires seront permis sur des secteurs d'implantation déterminés afin d'éviter une gêne visuelle dans le tissu urbain dense.

#### Art. 1<sup>er</sup> : Dispositions relatives à la publicité

1.1. - Dispositifs portatifs : les dispositifs de ce type sont autorisés :

- Un dispositif de 8 m<sup>2</sup> dans le secteur situé à hauteur du pont de la rue du Général Leclerc
- Un dispositif de 8 m<sup>2</sup> dans le secteur situé à hauteur du pont de la rue Courbet
- Une structure composée de 4 dispositifs de 8 m<sup>2</sup> de format identique rue de Metz

1.2. - Dispositifs muraux : les dispositifs de ce type sont interdits

1.3. - Cette interdiction ne s'applique pas à la publicité apposée sur les palissades de chantier ni sur les supports destinés à recevoir des informations à caractère général ou local apposées par la commune

1.4. - La publicité sur mobilier urbain est admise

#### Art. 2 : Dispositions relatives aux enseignes

*Rappel : l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation*

2.1. - L'autorisation d'installer une enseigne peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si l'enseigne, par sa situation, ses dimensions, son aspect extérieur, est de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

#### Art. 3 : Dispositions relatives aux pré-enseignes

3.1. - Les pré-enseignes permanentes sont interdites.

3.2. - Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées une semaine avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées trois jours ouvrés après la manifestation ou l'opération (art. 16 décret 82.211 du 24 février 1982). Elles restent soumises aux dispositions définies par le code de l'environnement dans son chapitre VIII - Protection du cadre de vie

#### ZONE DE PUBLICITE AUTORISEE N°1

Définition de la zone

La zone de publicité autorisée couvre l'ensemble de l'emprise SNCF comprise entre la limite nord de la commune et le panneau d'entrée d'agglomération.

#### Art. 1<sup>er</sup> : Dispositions relatives à la publicité

1.1. - Dispositifs portatifs : les dispositifs de ce type sont autorisés :

- deux dispositifs de 8 m<sup>2</sup> double face dans le secteur situé entre la limite de commune et le Pont Fleuri
- deux dispositifs de 8 m<sup>2</sup> double face dans le secteur situé entre la limite du panneau d'agglomération et le Pont fleuri

1.2. - dispositifs muraux : les dispositifs de ce type sont interdits

1.3. - Cette interdiction ne s'applique pas à la publicité apposée sur les palissades de chantier ni sur les supports destinés à recevoir des informations à caractère général ou local apposées par la commune..

1.4. - La publicité sur mobilier urbain est admise

#### + Art. 2 : Dispositions relatives aux enseignes

*Rappel : l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation.*

2.1. - L'autorisation d'installer une enseigne peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si l'enseigne, par sa situation, ses dimensions, son aspect extérieur, est de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

#### Art. 3 : Dispositions relatives aux pré-enseignes

3.1. - Les pré-enseignes permanentes sont interdites.

3.2. - Les pré-enseignes temporaires peuvent être installées une semaine avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent, et doivent être retirées trois jours ouvrés après la manifestation ou l'opération (art. 16 décret 82.211 du 24 février 1982). Elles restent soumises aux dispositions définies par le code de l'environnement dans son chapitre VIII - Protection du cadre de vie

#### Art. 3 - Mise en conformité

Les dispositifs installés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et ne satisfaisant pas aux prescriptions nouvelles devront faire l'objet d'une dépose ou d'une mise en conformité dans un délai maximum de deux ans à compter de la dernière mesure de publicité du présent arrêté.

#### Art. 4 - Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions visées par le code de l'environnement

#### Art. 5 - Publicité

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Mention en sera faite dans deux journaux locaux.

Le présent arrêté, ainsi que le règlement et le plan seront tenus en permanence à la disposition de toute personne intéressée, en mairie et en préfecture ou toutes les indications nécessaires pourront être données.

Art. 6 - Le règlement local de publicité de Maxéville applicable jusqu'à ce jour est abrogé et remplacé par le présent règlement à compter de sa dernière mesure de publication.

#### Art. 7 - Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée au préfet de Meurthe-et-Moselle ; à la directrice générale des services de la ville de Maxéville ; au commissaire divisionnaire de police de Nancy ; au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ; au chef de la police municipale ; au directeur régional de l'environnement ; au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ; au directeur départemental de l'équipement ; à M. Olivier CHAMPGENUR, directeur d'agence de la société CLEAR CHANNEL, 6 rue

des drapiers - 57070 Metz ; à M. Hervé COUILLARD, directeur régional de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI Houdemont - 54184 Heillecourt cedex ; à Mme Véronique SIMMLER, directrice générale de la société JC DECAUX, 17 rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine ; à M. Eric de LABRIOLLE, directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 Issy-les-Moulineaux ; à M. Emmanuel DUPONT, directeur de la société INSERT, 6 boulevard de la libération - 93284 Saint-Denis cedex.  
Maxéville, le 10 janvier 2007

Le Maire,  
Henri BEGORRE

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### *Direction du développement durable et des politiques interministérielles*

#### *Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

#### **Communiqué concernant des arrêtés préfectoraux du 16 mars 2007 de déclaration d'utilité publique**

Arrêté préfectoral du 16 mars 2007 déclarant d'utilité publique :

- a) la dérivation des eaux par captage à Loisy des puits P1 et P2 par le syndicat intercommunal des eaux Seille-et-Moselle et des puits P4 et P5 par le syndicat intercommunal des eaux Obriion-Moselle
- b) l'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau et autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

*L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle ou en mairies de Loisy et Bezaumont.*

Arrêté préfectoral du 16 mars 2007 déclarant l'utilité publique :

- a) la dérivation des eaux par les captages de la Fontaine Bénite, de Merquenard, des Sangliers et de la Couleuvre 1 et 2 de la commune de Faulx
- b) l'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau et autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

*L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle ou en mairie de Faulx.*

#### *Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique*

#### **Communiqué concernant l'observatoire départemental d'équipement commercial**

L'observatoire départemental d'équipement commercial s'est réuni le 6 février 2007 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il a adopté un rapport qui est tenu à la disposition des personnes intéressées à la

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
1, rue Préfet Claude Enignac - 2<sup>ème</sup> étage  
bureau 210.

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### *Direction départementale de l'équipement Service aménagement risques et urbanisme*

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 186 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres**

Par arrêté préfectoral n° 186 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement HTA SAS LODIAL rue Henri Masson, ZA des Grandes Raies, sur la commune de LUDRES.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 718 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Velaine-en-Haye**

Par arrêté préfectoral n° 718 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de AD 51 CU CETAL allée des Aulnes, sur la commune de VELAINE EN HAYE.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 845 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Bainville-sur-Madon**

Par arrêté préfectoral n° 845 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement TV Cogésud Bainville sur Madon. Le plateau BAINVILLE SUR MADON, sur la commune de BAINVILLE SUR MADON.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 1627 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Gogney**

Par arrêté préfectoral n° 1627 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement producteur éolien ERELIA, ferme éolienne "parc 4 Haut de Blâmont", sur la commune de GOGNEY.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4348 du 7 mars 2007 autorisant le groupe RICHARD IMMOBILIER à exécuter des travaux sur la commune de Cutry**

Par arrêté préfectoral n° 4348 en date du 7 mars 2007, le groupe RICHARD IMMOBILIER a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la mise en souterrain des réseaux secs SCI lotissement "les villas d'Ambre", sur la commune de CUTRY.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6283 du 7 mars 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Jarville-La Malgrange**

Par arrêté préfectoral n° 6283 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique "SCI Stanislas", 35 rue Maréchal Ney, sur la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6583 du 7 mars 2007 autorisant SEBL à exécuter des travaux sur les communes de Dombasle-sur- Meurthe et Rosières-aux-Salines**

Par arrêté préfectoral n° 6583 en date du 7 mars 2007, SEBL a été autorisée à exécuter les travaux en vue PRHLDE DOMBASLE - alimentation HTA ZAC D 551 63413 ZI des Sables, sur les communes de DOMBASLE-SUR-MEURTHE et ROSIERES-AUX-SALINES.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13609 du 7 mars 2007 autorissant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul**

Par arrêté préfectoral n° 13609 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTAS lot. "Les Bateliers" rue de Champagne, sur la commune de TOUL.

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30034 du 7 mars 2007 autorissant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Trieux**

Par arrêté préfectoral n° 30034 en date du 7 mars 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement électrique d'un lotissement artisanal rue marc Marty, sur la commune de TRIEUX.

### **Centre hospitalier universitaire de Nancy**

#### **Avis de concours externe sur titres du 27 mars 2007 d'ouvrier professionnel spécialisé**

En application du décret n° 91/45 du 14.01/1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours externe sur titres d'ouvrier professionnel spécialisé, afin de pourvoir :

- ✎ 1 poste d'O.P.S. spécialité Plombier
- ✎ 1 poste d'O.P.S. spécialité Service intérieur
- ✎ 4 postes d'O.P.S. spécialité Cuisine
- ✎ 1 poste d'O.P.S. spécialité Magasin
- ✎ 1 poste d'O.P.S. spécialité Transport

#### **I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Conditions générales :

- ✎ Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires d'un des titres suivants :

- ▶ soit d'un C.A.P.
- ▶ soit d'un B.E.P.
- ▶ soit d'un diplôme au moins équivalent, figurant sur une liste arrêtée par le Ministère chargé de la Santé.

#### **II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,30 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY - Direction des Ressources Humaines

Unité de gestion prévisionnelle des emplois

Service Concours et Examens - Bureau n° 12

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY

✎ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 27 mars 2007

Pour le directeur général,  
La directrice adjointe des ressources humaines,  
Anne-Lucie BOULANGER

#### **Avis de concours externe sur titres du 27 mars 2007 de maître ouvrier**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours externe sur titres de maître ouvrier afin de pourvoir :

- ✎ 1 poste : Spécialité Menuiserie
- ✎ 1 poste : Spécialité Plomberie
- ✎ 1 poste : Spécialité Serrurerie
- ✎ 2 postes : Spécialité Sécurité

**① Conditions d'inscription :**

- Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires :
  - ▶ soit de deux Certificats d'Aptitude Professionnelle
  - ▶ soit d'un Brevet d'Étude Professionnelle et d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle.
  - ▶ soit de deux Brevets d'Étude Professionnelle.
  - ▶ Ou de Diplômes de niveau au moins équivalent.

**② Réception et clôture des inscriptions :**

- ➔ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,30 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines

Unité de gestion prévisionnelle des emplois

Service Concours et Examens - Bureau n° 12

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY.

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

↳ par lettre recommandée avec A.R.

ou

↳ par dépôt au service concours et examens contre la remise d'une attestation de dépôt

➔ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis

Nancy, le 27 mars 2007

Pour le directeur général,  
La directrice adjointe des ressources humaines,  
Anne-Lucie BOULANGER

**Avis de concours interne sur titres du 27 mars 2007 de maître ouvrier**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours interne sur titres de maître ouvrier afin de pourvoir :

↳ 1 poste : Spécialité Cuisine

↳ 1 poste : Spécialité Electricité

**① Conditions d'inscription :**

- Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés titulaires :
  - ▶ soit d'un CAP ou d'un BEP
  - ▶ Ou d'un diplôme au moins équivalent
  - ▶ comptant au moins 2 ans de services effectifs (à compter de la mise en stage) au 31 décembre 2006

**② Réception et clôture des inscriptions :**

- ➔ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,30 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines

Unité de gestion prévisionnelle des emplois

Service Concours et Examens - Bureau n° 12

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY.

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

↳ par lettre recommandée avec A.R.

ou

↳ par dépôt au service concours et examens contre la remise d'une attestation de dépôt

➔ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis

Nancy, le 27 mars 2007

Pour le directeur général,  
La directrice adjointe des ressources humaines,  
Anne-Lucie BOULANGER

**Avis de vacances de postes du 27 mars 2007 dans le grade d'agent d'entretien qualifié**

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

↳ 6 postes d'agent d'entretien qualifié au CHU de NANCY

**I - MODALITÉS DE CANDIDATURES**

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

**II - MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE**

Cette liste sera la résultante de :

1 - Examen des dossiers de candidature transmis par une commission

2 - Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

**III - DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES**

Les dossiers de candidatures constitués de :

- une lettre de candidature

- un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées

sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY

Direction des Ressources Humaines

Unité GPE – Filière technique – service des concours - bureau 12

29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY CEDEX

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception

- déposé au bureau n° 12 – unité GPE – filière technique – service des concours contre la remise d'une attestation de dépôt.

➔ Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 27 mars 2007

Pour le directeur général,  
La directrice adjointe des ressources humaines,  
Anne-Lucie BOULANGER

**Centre psychothérapique de Nancy****Avis de concours interne sur titres du 23 mars 2007 en vue du recrutement de 3 cadres de santé**

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titres en vue de pourvoir 3 postes d'infirmier Cadre de Santé en psychiatrie générale.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n°88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n°89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy - BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

pour le 15 mai 2007 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 23 mars 2007

Pour le directeur,  
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,  
I. CAILLIER

**Centre hospitalier de Ravenel de Mirecourt****Avis de concours sur titres du 28 mars 2007 de cadre de santé**

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 15 postes de Cadre de Santé filière infirmière (dont un à pourvoir en externe) vacants dans les établissements suivants :

Centre Hospitalier REMIREMONT : 1 poste d'infirmier cadre de santé

et 1 poste d'infirmier de bloc opératoire

Centre Hospitalier ST DIE : 2 postes d'infirmiers cadres de santé

et 1 poste anesthésiste cadre de santé

Centre Hospitalier NEUFCHATEAU : 2 postes d'infirmiers cadres de santé

Centre Hospitalier RAVENEL : 5 postes d'infirmiers cadres de santé

dont 1 à pourvoir en externe

Hôpital Local de LAMARCHE : 1 poste d'infirmier cadre de santé

Hôpital du Val du Madon : 1 poste d'infirmier cadre de santé

Hôpital Local de SENONES : 1 poste d'infirmier cadre de santé

Concours sur titres interne :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, âgées de quarante cinq ans au plus et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Concours sur titres externe :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, ayant exercées dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL

Direction des Ressources Humaines

B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans le délai de deux mois après la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Mirecourt, le 28 mars 2007

Le directeur,  
E. MOLINS